



**UNHCR**

United Nations High Commissioner for Refugees  
Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés



# PROFILAGE SOCIOECONOMIQUE DES REFUGIES MALIENS AU BURKINA FASO



Ouagadougou, Juin 2016

# **EQUIPE DE RECHERCHE**

## **COORDONNATEUR TECHNIQUE PRINCIPAL**

**Ignace MBOM (IFORD)**

## **ASSISTANTS**

**Joel GANSAONRE (Assistant volet quantitatif)**

**Vincent BAGNOA (Assistant volet quantitatif)**

**Seydou KONATE (Assistant volet quantitatif)**

**Serge POPPY (Assistant volet qualitatif)**

**Yassia OUEDRAOGO (Assistant volet qualitatif)**

**Charles MOUTE (Data Manager)**

**Fatou SISSOKO (Data Manager)**

# SOMMAIRE

<b>SOMMAIRE .....</b>	<b>ii</b>
<b>SIGLES ET ABBREVIATIONS.....</b>	<b>iv</b>
<b>LISTE DES TABLEAUX .....</b>	<b>v</b>
<b>LISTE DES GRAPHIQUES .....</b>	<b>vi</b>
<b>RESUME EXECUTIF .....</b>	<b>vii</b>
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>7</b>
I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION .....	1
II. DESCRIPTION DE LA METHODOLOGIE .....	2
<b>CHAPITRE 1: CARACTÉRISTIQUES DES MÉNAGES .....</b>	<b>6</b>
I.1 CARACTERISTIQUE DES MENAGES REFUGIES MALIENS AU BURKINA FASO6	
I.2. PROFIL DEMOGRAPHIQUE DE LA POPULATION REFUGIEE MALIENNE AU BURKINA FASO .....	8
<b>CHAPITRE 2: CONDITION DE VIE DANS LES MENAGES REFUGIES MALIENS AU BURKINA FASO .....</b>	<b>15</b>
II.1. CARACTERISTIQUES DE L'HABITAT .....	15
II.2. CONSOMMATION ALIMENTAIRE .....	17
II.3. SOURCES DE REVENU DES MENAGES .....	22
II.5. BIENS POSSEDE PAR LE MENAGE .....	31
<b>CHAPITRE 3: DEFINITION DES GROUPES VULNERABLES .....</b>	<b>33</b>
III.1.APPROCHE PARTICIPATIVE DE LA VULNERABILITE .....	33
III.2. APPROCHE MULTIDIMENSIONNELLE DE LA VULNERABILITE .....	35
<b>CONCLUSION GENERALE .....</b>	<b>42</b>



# SIGLES ET ABBREVIATIONS

**AGR** : Activités Génératrices de Revenus

**AIRD**: African Initiatives for Relief and Development

**COGES** : Comité de Gestion

**CONAREF** : Commission Nationale pour les Réfugiés

**DRC** : Danish Refugees Council

**FGD** : Focus Groups Discussion

**HCR** : Haut Commissariat pour les Réfugiés

**IFORD** : Institut de Formation et de Recherche Démographiques

**ONG** : Organisation Non Gouvernementale

**PAM** : Programme Alimentaire Mondial

**SIAO** : Salon International de l'Artisanat de Ouagadougou

# LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Répartition de l'échantillon de l'enquête qualitative.....	4
Tableau 1.1. : Répartition des ménages couverts par site selon le statut de résidence .....	6
Tableau 1.2.: Répartition des ménages présents selon le sexe du chef de ménage .....	7
Tableau 1.3.: Répartition par âge et par sexe des chefs des ménages présents selon le site.....	8
Tableau 1.4 : Répartition des membres des ménages par le sexe selon le type de site.....	8
Tableau 1.5 : Répartition des membres des ménages par site selon la situation par rapport au handicap.....	11
Tableau 1.6 : Répartition par type de handicap des PVH selon le site .....	11
Tableau 1.7 : Répartition des membres des ménages par site selon leur niveau d'instruction.....	12
Tableau 1.8 : Répartition des ménages ayant des enfants de moins de 5ans par site selon la possession d'acte de naissance des enfants .....	12
Tableau 1.9 : Répartition des ménages ayant des enfants de moins de 5ans par site selon la participation à la dernière campagne de vaccination et la possession d'un carnet de vaccination.....	13
Tableau 1.10 : Evolution de la scolarisation des 7-16 ans du lieu d'origine au site de résidence actuel.....	14
Tableau 2.1: Répartition des ménages par site selon la principale source d'eau.....	15
Tableau 2.2: Répartition des ménages par site selon le principal lieu d'aisance.....	16
Tableau 2.3: Répartition des ménages par site selon l'état de l'abri/logement .....	16
Tableau 2.4: Répartition des ménages par site selon la source d'énergie utilisée pour la cuisson .....	16
Tableau 2.5 : Répartition des ménages enquêtés par site selon la durée de l'aide alimentaire reçue.....	17
Tableau 2.7 : Répartition des ménages par site selon le principal mode d'acquisition des aliments consommés .....	18
Tableau 2.8 : Coefficient de pondération par groupe d'aliments .....	18
Tableau 2.9 : Répartition des ménages par site selon le niveau de consommation alimentaire .....	19
Tableau 2.10 : Répartition des ménages selon le niveau de consommation alimentaire et la source des aliments des aliments consommés.....	20
Tableau 2.11 : Répartition des ménages par site selon le niveau de consommation alimentaire et la source des aliments des aliments consommés .....	20
Tableau 2.12 : Répartition des ménages par site selon la survenance des problèmes de satisfaction des besoins alimentaires et les mécanismes d'adaptation au manque de nourriture.....	21
Tableau 2.13 : Répartition des ménages selon l'action entreprise pour faire face aux problèmes de manque de nourriture .....	21
Tableau 2.14 : Répartition des ménages par site selon le nombre de source de revenu .....	23
Tableau 2.15: Répartition des ménages par site selon la principale source de revenu .....	23
Tableau 2.18: Répartition des ménages par site selon le montant des dépenses du ménage.....	31
Tableau 2.19: Répartition des dépenses par site selon la structure des dépenses du ménage.....	31
Tableau 2.20: Répartition des ménages par site selon la possession des animaux d'élevage .....	32
Tableau 3.1 : Répartition des ménages selon le niveau de vulnérabilité du ménage.....	41



# LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1.1: Répartition par site de la taille moyenne des ménages présents .....	7
Graphique 1.2: Pyramide des âges de la population réfugiée malienne vivant au Burkina Faso .....	10
Graphique 1.3: Pyramide des âges de la population réfugiée malienne vivant dans hors des camps ...	10
Graphique 1.2: Pyramide des âges de la population réfugiée malienne vivant dans les camps .....	10
Graphique 1.2: Pyramide des âges de la population réfugiée malienne vivant en milieu urbain .....	10
Graphique 2.2: Répartition par site des ménages selon le niveau moyen du revenu déclaré .....	26
Graphique 2.3: Répartition par site des ménages ayant reçu une AGR.....	27
Graphique 3.1: Répartition des niveaux de richesses selon la catégorie sociale .....	33
Graphique 3.2 : Répartition des ménages réfugiés maliens selon le statut de vulnérabilité.....	37
Graphique 3.3 : Répartition des ménages par site selon le statut de vulnérabilité .....	38
Graphique 3.4 : Répartition des ménages par statut de vulnérabilité et dépenses moyennes du ménageS .....	38
Graphique 3.5 : Répartition des ménages par revenu moyen mensuel selon le statut de vulnérabilité .	39
Graphique 3.6: Répartition des ménages par revenu moyen mensuel selon le statut de vulnérabilité ..	40

# RESUME EXECUTIF

À la suite du conflit armé dans les régions de Gao, Kidal et Tombouctou au Mali, les populations réfugiées maliennes estimées à environ 32,000 personnes se sont installées au Burkina Faso. L'UNHCR apporte ainsi depuis 2012 protection et assistance à ces réfugiés maliens à travers des interventions multisectorielles. Toutefois, la réduction de la dépendance par l'autonomisation économique et la promotion de l'autosuffisance sont aujourd'hui une nécessité dans l'assistance humanitaire. Dès lors plusieurs préoccupations sont exprimées et se traduisent en terme de besoins en informations au rang desquels figurent ceux relatifs au profil socioéconomique de ces réfugiés. Ainsi, dans le but d'évaluer la vulnérabilité des réfugiés, d'identifier leur potentiel dans une perspective d'accroissement de leur résilience, une évaluation reposant sur l'analyse des données d'enquête socioéconomique auprès des ménages a été faite. 6775 ménages ont ainsi été enquêtés dans les camps, hors des camps et en milieu urbain.

L'analyse des données de l'enquête révèle que 75 pour cent des ménages réfugiés maliens vivant au Burkina Faso sont vulnérables et seul un quart des ménages réfugiés maliens sont non vulnérables. 25,5 pour cent sont en situation de moyenne vulnérabilité, 24,5 pour cent en situation de vulnérabilité, et 25 pour cent en situation d'extrême vulnérabilité. Les **ménages très vulnérables** sont davantage répertoriés dans les camps (84,4%), ont des dépenses mensuelles inférieures à 35000 F CFA, avec un revenu moyen mensuel inférieur de 15000 FCFA, une consommation alimentaire acceptable pour 76,7% et principalement soutenue par l'assistance alimentaire (59,1%) et l'achat (25,7%), avec une taille moyenne de 3,9 personnes ; ne possède aucun gros ruminant, avec 1 à 5 petits ruminants et constituent 25% des ménages réfugiés maliens au Burkina Faso. Les **ménages vulnérables** sont davantage répertoriés dans les camps (30,5%), ont des dépenses moyennes mensuelles inférieures à 37000 francs CFA, avec un revenu moyen mensuel de 24632 FCFA, une consommation alimentaire acceptable pour 76,7% et principalement soutenue par l'assistance alimentaire (59,1%) et l'achat (25,7%) ; ont une taille moyenne de 3,7 personnes, en moyenne 1 bovin, 2,2 ovins, 5,6 caprins et représentent 24,5% des ménages réfugiés maliens. Les **ménages moins vulnérables** ont des dépenses moyennes mensuelles de 35 000 F CFA, avec des revenus moyens mensuels dont le montant est inférieur au SMIG Burkinabè (environ 30000 FCFA), avec une consommation alimentaire acceptable, soutenue par l'assistance alimentaire pour 55,8% des ménages de cette catégorie et l'achat d'aliment (pour 28,5%) ; ces ménages sont composés de 4 personnes, possèdent au moins 2 bovins, 4 ovins et 8 caprins et sont plus enregistrés au sein des ménages vivant hors des camps. Les **ménages non vulnérables** ont une taille moyenne de 4,4 personnes, un minimum de 5 bovins, de 7 ovins ou de 10 caprins. Ceux-ci représentent 25% des ménages réfugiés maliens ; ils ont des dépenses moyennes de 37786 FCFA et des revenus moyens de 34032 FCFA par mois.

Au regard du contexte socioéconomique dans lequel vivent les réfugiés maliens, il est entre autres recommandé de renforcer la création des activités rémunératrices, mettre l'accent sur la formation professionnelles des jeunes, appuyer, accompagner et suivre les activités sur l'ensemble des sites (AGR+ formation + suivi), créer un cadre de concertation entre les autorités, les partenaires et les organisations de réfugiés afin de discuter autour de l'accès aux marchés, renforcer les mécanismes/modes de ciblage des bénéficiaires des AGR afin de minimiser le sentiment de favoritisme, d'exclusion et d'injustice qui prévaut chez les réfugiés non bénéficiaires, accroître et élargir l'assistance en AGR au plus grand nombre des réfugiés

# INTRODUCTION GENERALE

## I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le HCR apporte depuis 2012 protection et assistance à plus de 30 000 réfugiés maliens au Burkina-Faso qui, pour la plupart, sont installés au Nord du pays dans la région du Sahel, plus précisément, dans les camps de réfugiés de Mentao, de Goudoubo et dans les zones hors camps. Certains de ces réfugiés sont aussi installés dans les centres urbains tels que les villes de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso.

Ces réfugiés sont à leur quatrième année de séjour et s'installent progressivement dans une situation d'asile prolongé. De ce fait, l'intégration socioéconomique représente un des piliers sur lesquels repose l'opération de 2016 de manière à amorcer le début de l'autonomisation des réfugiés en vue de les rendre moins dépendant de l'aide humanitaire et de jeter par-là des jalons pour un retrait progressif du HCR. C'est dans cette optique que le Bureau du Haut-Commissariat des Nations-Unies pour les Réfugiés (UNHCR) au Burkina Faso suit très attentivement les changements socio-économiques de la situation des réfugiés dans leur nouvel environnement, de même que ceux des populations hôtes. Plusieurs études<sup>1</sup> ont été menées dans ces zones depuis 2013 et une stratégie de Livelihood a été élaborée à cet effet. L'UNHCR compte capitaliser ces acquis pour soutenir les efforts d'autosuffisance des populations se trouvant dans les camps, en collaboration avec les autorités gouvernementales et les partenaires de développement. Cette étude socio-économique est ainsi entreprise pour i) évaluer le niveau d'autosuffisance actuel des réfugiés, suite aux différentes assistances reçues, et ii) identifier leur potentiel dans une perspective d'accroissement de leur résilience.

Il s'agissait ainsi de conduire une enquête exhaustive dans les zones d'installation des réfugiés de manière à donner une meilleure lecture de leurs profils socio-économiques.

Plus spécifiquement, l'enquête vise à :

**I. Approfondir les enquêtes ciblées précédemment menées dans les camps, mesurer l'impact des interventions du HCR et ses partenaires ; cette étude utilisera une méthodologie quantitative et qualitative sur :**

- Les acquis de l'assistance apportée, notamment en moyens de subsistance ;
- Le potentiel humain et leur savoir-faire ;
- Les besoins en termes d'activités pour les différents groupes et les possibilités de se prendre en charge ;

**II. Au niveau de la recherche documentaire et des contacts avec les structures d'intervention et sur la base des aspirations et des occupations actuelles identifiées :**

- Répertoire et classer en termes d'opportunités et de faiblesses les actions et les expériences des structures intervenantes dans la région en appui aux populations en milieu rural.

**III. Au niveau des enquêtes de terrain :**

- Identifier et inventorier la nature et la capacité existantes de formation professionnelle et de formation en gestion ;

<sup>1</sup> Evaluation conjointe PAM/HCR de la sécurité alimentaire des réfugiés maliens bénéficiaires de l'assistance alimentaire dans la région du Sahel au Burkina Faso Avril 2016 ; Mali situation UNHCR regional update September – November 2015.



- Les potentialités dans les domaines agricoles, d'élevage, petit commerce, d'artisanat, disponibilité des facteurs de production et possibilité d'accès pour les réfugiés (terres cultivables, pâturage, eau, marchés ....) ;
- L'enquête concerne toutes les populations des réfugiés maliens au Burkina Faso aussi bien dans les camps qu'à l'extérieur des camps.

#### **IV. Pour l'identification des besoins et aspirations des réfugiés :**

- Identifier les capacités productives et professionnelles des réfugiés afin de faciliter leur autosuffisance ;
- Analyser la vie communautaire des réfugiés et l'évolution des rapports qui existent entre eux d'une part et entre les réfugiés et les populations hôtes d'autre part ;
- Favoriser une compréhension des activités socio-économiques des réfugiés et les opportunités existants;
- Cerner les conditions de vie des réfugiés dans les sites afin de disposer des indicateurs nécessaires pour évaluer l'évolution de la situation socio-économique des réfugiés.

## **II. DESCRIPTION DE LA METHODOLOGIE**

### **II.1. APPROCHE DE RECHERCHE**

Au vu des objectifs de l'étude, une triangulation des méthodes a été adoptée afin d'optimiser les résultats escomptés. C'est pourquoi, cette étude de type descriptif comporte deux volets qui ont été réalisés conjointement. À l'enquête statistique qui consistait à collecter des données socioéconomiques sur les conditions de vie des ménages, a été joint un volet qualitatif utilisant les techniques d'entretiens et de discussions de groupes ciblés en vue de saisir les perceptions relatives à la vulnérabilité des ménages réfugiés et leurs influences sur leur autonomisation.

### **II.2. VOLET QUANTITATIF DE L'ÉTUDE**

#### **II.2.1. Population cible**

La population cible de l'étude était constituée de l'ensemble des personnes réfugiées de nationalité malienne. Même si l'objectif général de l'étude était d'améliorer les connaissances de l'ensemble des réfugiés maliens estimées à 33 069 personnes en avril 2016 (UNHCR) sur leur situation démographique, économique et sociale, seuls les adultes de 18 ans et plus sans distinction de sexe ont été retenus pour fournir des informations ; ceux âgés de moins de 18 ans étant sous la dépendance des adultes (sauf bien sûr ceux d'entre eux qui ont le statut de chef de ménage).

#### **II.2.2. Technique de collecte de données**

La technique de collecte qui a été utilisée a été celle de l'interview directe des chefs des ménages ou de leur représentant. Les ménages étaient référencés par leur numéro de Progress, le(s) nom(s) et prénom(s) des chefs de ménage, ainsi que les identifiants géographiques de leur site de résidence (non du camp, quartier, ilot). Ce scénario présente l'avantage de faire des comparaisons avec les données du Progress.

#### **II.2.3. Taille des unités statistiques**

La méthodologie prévoyait une collecte exhaustive soient auprès de 8.972 ménages pour l'ensemble des ménages vivant dans les camps, ceux vivant hors des camps ou encore en milieu urbain. Au sein des 9 367 ménages retenus au premier degré, 9 367 chefs de ménage ont été tirés automatiquement. C'est auprès de ces individus que le questionnaire individuel a été administré.

#### **II.2.4. Supports de collecte**

Pour ce volet de l'enquête, un questionnaire individuel a été élaboré. Il a permis de recueillir des informations sur :

1. la localisation, composition du ménage et caractéristiques des membres du ménage ;
2. les conditions de vie dans les camps/lieu d'habitation ;
3. la Production agricole ;
4. les sources de revenu et bien de possession du ménage ;
5. la consommation alimentaire du ménage ;
6. les dépenses du ménage ;
7. l'épargne, emprunt et transfert du ménage ;
8. les chocs et stratégies de gestion, d'adaptations/résilience ;
9. les relations entre réfugiés et avec la population hôte ;
10. les violences économiques ;
11. les intentions de retour et perspectives ;

### **II.3. VOLET QUALITATIF DE L'ÉTUDE**

L'adoption de la démarche qualitative dans cette étude tient du fait que, cette méthode permet ici de saisir et expliquer les conditions de vie des populations réfugiées maliennes ainsi que leur perception de leur vulnérabilité ; en effet, pour saisir les représentations et perceptions des populations, seule l'approche qualitative qui les amène à se raconter au maximum est requise et s'avère incontournable.

#### **II.3.1. Population cible**

La population cible de ce volet était également constituée par l'ensemble des populations réfugiées de nationalité malienne (cible primaire) installées dans les camps, hors des camps et dans l'espace urbain. Mais de manière subsidiaire, les autres communautés (non réfugiées) qui y vivent et cohabitent ou interagissent avec les réfugiés ont également été ciblées (cible secondaire).

Les cibles primaires étaient constituées des réfugiés eux-mêmes à savoir les femmes, les enfants et les hommes. Des critères de stratification comme le sexe, l'âge, le niveau d'instruction, la religion, la profession/l'occupation ont été déterminants pour la constitution de ces groupes d'étude et ont permis de saisir les conditions de vie des réfugiés.

Les cibles secondaires de cette étude étaient essentiellement constituées de leaders communautaires, de responsables d'ONG et partenaires ou de tout autre acteur impliqué dans la gestion des réfugiés.

#### **II.3.2. Technique de collecte de données**

Deux techniques de collecte des données ont été élaborées afin de recueillir les données qualitatives.

##### **- L'entretien semi-structuré**

Cette technique a permis de dégager des réfugiés, une (auto) évaluation de leurs conditions de vie. Deux variantes d'entretiens ont alors été utilisées dans cette recherche. Les entretiens approfondis avec les cibles primaires et les entretiens simples ou légers avec les cibles secondaires de l'étude.

##### **- Le focus group discussion**

Les discussions de groupe sont de nature à enrichir les données en permettant ainsi de mieux approfondir la question de la perception de la vulnérabilité sociale des réfugiés. A cet effet, les discussions de groupe se sont déroulées autour des questions sur les critères de vulnérabilités.

#### **II.3.3. Plan de sondage**

La méthode de tirage des individus (femmes, jeunes et hommes) devant participer à ce volet a été celle d'un choix raisonné axé sur l'ensemble des réfugiés de chaque camp pour ce qui est des cibles primaires. La méthode boule de neige a aidé à atteindre toutes les cibles retenues. Le tirage des cibles secondaires a été fait sur la base de leur implication ou de leur responsabilité dans la région et ce en fonction de leur disponibilité.

### II.3.4. Taille des unités d'enquête

Le tableau ci-dessous présente les catégories d'informateurs et le nombre d'entretiens fait par camp/site de réfugiés.

**Tableau 1: Répartition de l'échantillon de l'enquête qualitative**

Type d'intervenants		Entretiens individuels approfondis	Discussions de groupes
Femmes réfugiées		8	8
Jeunes réfugiés âgés 18 – 25 ans		8	8
Hommes réfugiés		8	8
Femmes non réfugiées		3	
Enfants non réfugiés âgés de moins de 18 ans		3	
Hommes non réfugiés		3	
Leaders	Religieux	03	-
	Communautaires	03	-
Responsables d'ONGs/Associations impliquées dans la protection des réfugiés		02	-
<b>Total</b>		41	24

### II.3.5. Support de collecte

Deux principaux outils de collecte seront utilisés dans le cadre de cette exploration :

- ***Le guide d'entretien semi-directif ou semi-structuré***

Cet outil a permis de saisir comment les réfugiés pensent, expriment et vivent leurs sentiments d'appartenance à ce groupe qui leur confère un « nouveau » statut social. Il a également été adressé autant aux cibles primaires et secondaires. Il a servi à collecter des informations sur leurs conditions de vie, et les perceptions qu'ils se font d'eux-mêmes ainsi que des représentations sociales qui sont portées sur cette catégorie sociale.

- ***Le guide de FGD***

Le guide pour FGD a été adressé aux femmes, aux enfants et aux hommes réfugiés. Il a permis de collecter des informations sur l'évaluation (auto-évaluation) des conditions de vie des réfugiés.

## II.4. PRÉPARATION DE LA COLLECTE DES DONNÉES

L'organisation des activités de terrain a connu la participation de plusieurs partenaires de l'UNHCR à savoir la CONAREF, l'AIRD, l'AIEDA, la DRC ou encore le CREDO. Toutefois, la coordination générale de l'étude était placée sous l'autorité de l'UNHCR et la coordination technique assurée par l'IFORD.

Le personnel de collecte composé d'Assistants de recherche/Superviseurs, de contrôleurs/ Chefs d'équipes et d'enquêteurs était composé de 85 personnes. En effet, cette enquête avait 5 Assistants/Superviseurs dont 2 du volet qualitatif et 3 du volet quantitatif, 20 contrôleurs/ou chefs d'équipes (dont chacun avait à charge 4 à 5 enquêteurs) et 60 enquêteurs dont 50 du volet quantitatif et 10 du volet qualitatif. Tout ce personnel de terrain a été formé sur les objectifs de l'étude, les outils de collecte et le remplissage des questionnaires au cours d'un atelier de formation de 7 jours.

## II.5. LA COLLECTE DES DONNÉES

L'administration des questionnaires individuels, les entretiens individuels et les FGD se sont déroulés pendant 24 jours suivant le calendrier ci-après :

- Mentao du 22 au 29 Avril 2016
- Goudebou du 30 au 4 Mai 2016
- Oudalan du 5 au 8 mai 2016
- Ouagadougou et Bobo-Dioulasso du 10 au 15 Mai 2016.

## **II.6. EXPLOITATION/TRAITEMENT DES DONNÉES**

### **II.6.1. Exploitation/ traitement des données quantitatives**

Pour répondre aux objectifs de l'étude, la méthode d'analyse des données utilisées a été descriptive. En effet, il s'agit de méthodes qui permettront de rendre compte de la distribution des fréquences des variables analysées afin de voir le poids absolu et relatif de chaque modalité surtout les variables qualitatives ou catégorielles. Pour les variables quantitatives, les caractéristiques telles les moyennes, les proportions ou encore les fréquences ont été produites. Tous les indicateurs calculés dans cette étude ont été systématiquement produits pour chaque site. Cela permettait de voir la variation de chaque aspect de l'étude au plan géographique.

### **II.6.2. Exploitation/traitement des données qualitatives**

Les données qualitatives issues des entretiens et des discussions de groupe ont été transcrites. Par la suite, une analyse de contenu a été premièrement faite par camp/site, avant qu'une analyse transversale (analyse du contenu, analyse thématique) ne suive pour tous les sites et toutes les catégories de personnes interrogées. Puisqu'il s'agissait également ici d'étudier les perceptions et donc fortement rattachées aux représentations sociales, l'analyse du contenu s'applique au verbatim en tant que méthode par laquelle on examine les éléments constitutifs d'une représentation sociale.

## CHAPITRE I: CARACTÉRISTIQUES DES MÉNAGES

Ce chapitre porte sur les caractéristiques des ménages réfugiés maliens. Il s'agit des caractéristiques sociodémographiques de la population des ménages telles que la structure par âge et sexe, le taux de fréquentation scolaire des 7-16 ans et le niveau d'instruction.

### I.1 CARACTERISTIQUES DES MENAGES REFUGIES MALIENS AU BURKINA FASO

#### I.1.1 COUVERTURE DES MÉNAGES REFUGIÉS MALIENS AU BURKINA FASO PAR L'ENQUÊTE

Le **Tableau 1.1** récapitule les résultats de la collecte. Il apparaît que, sur les 8 972 ménages, l'enquête Proserem a enregistré 7 177 ménages soit une couverture de 79,4%. Toutefois, seuls 6 775 ont pu être enquêtés avec succès, soit un taux de couverture global de 75,5%. De manière spécifique, on note que, la couverture d'enquête a été plus importante dans les camps (77,9%) que dans les zones hors des camps de l'Oudalan (76,7%) et dans l'espace urbain (67,4%). De manière spécifique, la couverture a été plus élevée à Ouagadougou (86,1%), à Goudoubo (79,5%) et dans l'Oudalan (76,7%) ; à Mentao (70,7%) et Bobo-Dioulasso (60,1%) celle-ci a été la moins importante.

**Tableau 1.1. : Répartition des ménages couverts par site selon le statut de résidence**

Publiscan 111 - Répartition des ménages couverts par site selon le statut de résidence

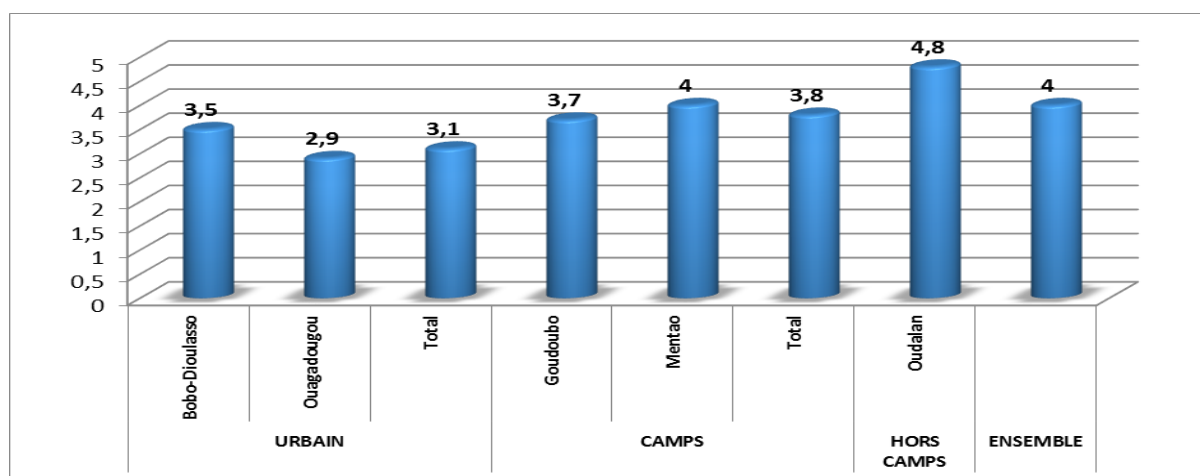
	SITES											
Statut de présence du ménage	Bobo-Dioulasso		Ouagadougou		Goudoubo		Mentao		Oudalan		Ensemble	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Présent	187 (181)	86,9	263 (198)	98,8	2 334	96,7	2 559	95,0	1 432	90,0	6 775	94,4
Absent	28	13,1	3	1,2	76	4,3	134	5,0	159	10,0	402	5,6
Total	215	100	266	100	2 412	100	2 693	100	1 591	100	7 177	100
Taux de couverture	60,1%		86,1%		79,5%		70,7%		76,7%		75,5%	
TYPE DE SITE												
	Urbain				Camps				Hors Camp			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Total	
Présent	450 (379)		93,6		4 893		95,9		1 432 90,0		6 775	
Absent	31		6,4		212		4,1		159 10,0		484	
Total	481		100		5 105		100		1 591 100		7 177	
Taux de couverture	67,4%				77,9%				76,7%		79,99%	

#### I.1.2. TAILLE DES MÉNAGES RÉFUGIÉS MALIENS PRÉSENTS

La taille moyenne des ménages enquêtés pour l'ensemble est de 4 membres. Cette moyenne est plus élevée dans les ménages de l'Oudalan (4,8 personnes) de Mentao (4 personnes) et Goudoubo (3,7 personnes), et plus faible dans les ménages de Bobo-Dioulasso (3,5 personnes) et de Ouagadougou (2,9 personnes). Cette taille des ménages est plus importante dans les ménages

vivant hors des camps (4,8 personnes) et dans les camps (3,8 personnes) que ceux vivant en milieu urbain (3,1 personnes).

**Graphique 1.1: Répartition par site de la taille moyenne des ménages présents**



### I.1.3. SEXE DES CHEFS DE MÉNAGE

Le profil démographique des chefs des ménages réfugiés maliens vivant au Burkina indique qu'il y a parmi les chefs de ménage plus d'hommes (58,6%) que de femmes (41,4%). Si la même tendance est observable sur la quasi-totalité des sites, à Bobo-Dioulasso, la tendance inverse est enregistrée avec une féminisation des chefs de ménages. En effet, 53,5% des ménages enquêtés à Bobo-Dioulasso étaient dirigés par des femmes.

**Tableau 1.2.: Répartition des ménages présents selon le sexe du chef de ménage**

Nom et type de site	Masculin		Féminin		Total
	Effectif	%	Effectif	%	
Bobo-dioulasso	87	46,5	100	53,5	187
Ouagadougou	171	65,0	92	35,0	263
Goudoubo	1 373	58,8	961	41,2	2 334
Mentao	1 456	56,9	1 103	43,1	2 559
Oudalan	884	61,7	548	38,3	1 432
Camps	2 829	57,8	2 064	42,2	4 893
Hors camp	884	61,7	548	38,3	1 432
Urbain	258	57,3	192	42,7	450
Total	3 971	58,6	2 804	41,4	6 775

### I.1.4. STRUCTURE PAR ÂGE ET PAR SEXE DES CHEFS DE MÉNAGE

Les distributions par âge des chefs de ménages présentent une allure assez régulière, les proportions de chaque groupe d'âges, pour chaque sexe, diminuant régulièrement au fur et à mesure que l'on avance vers les âges les plus élevés. Chez les femmes, elles passent de 14,5% parmi les 20-24 ans à 7,2% dans la tranche d'âges 45-49 ans. Chez les hommes, les proportions varient de 11,6% parmi les 25-29 ans à 8,9% dans la tranche des 50-54ans. Toutefois, dans l'ensemble, une part importante des ménages ont à leur tête un chef de la tranche des 30-34ans (16,0%), des 40-44ans (14,4%) et des 25-29ans (12,6%).

**Tableau 1.3.: Répartition par âge et par sexe des chefs des ménages présents selon le site**

Groupe d'âge du CM	Camp			Hors camp			Urbain			Ensemble
	Masculin	Féminin	Total	Masculin	Féminin	Total	Masculin	Féminin	Total	
12-14	0,0	0,2	0,1	-	-	-	-	-	-	0,0
15-19	0,9	2,0	1,4	0,9	2,2	1,4	0,4	1,6	0,9	1,3
20-24	8,4	15,3	11,3	5,2	11,5	7,6	10,9	14,1	12,2	10,6
25-29	12,0	13,4	12,6	9,4	13,0	10,8	15,5	21,9	18,2	12,6
30-34	14,8	17,4	15,9	14,3	20,3	16,6	17,8	10,9	14,9	16,0
35-39	11,2	8,1	9,9	12,4	9,5	11,3	9,7	10,4	10,0	10,2
40-44	14,4	12,8	13,7	17,4	17,7	17,5	10,1	12,5	11,1	14,4
45-49	10,1	6,7	8,7	10,5	6,9	9,2	9,3	13,0	10,9	8,9
50-54	7,8	9,0	8,3	11,4	8,2	10,2	13,2	6,3	10,2	8,8
55-59	6,2	4,3	5,4	6,1	3,1	5,0	5,8	4,2	5,1	5,3
60-64	6,5	5,0	5,9	6,0	3,8	5,2	4,7	2,6	3,8	5,6
65-69	2,6	1,8	2,3	2,7	1,6	2,3	1,2	0,5	0,9	2,2
70-74	3,2	2,2	2,7	2,3	1,3	1,9	1,2	1,0	1,1	2,5
75 +	2,0	1,9	1,9	1,4	0,9	1,2	0,4	1,0	0,7	1,7
NSP	0,0	0,0	0,0	-	-	-	-	-	-	0,0
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

## I.2. PROFIL DEMOGRAPHIQUE DE LA POPULATION REFUGIEE MALIENNE AU BURKINA FASO

### I.2.1. STRUCTURE PAR SEXE DES MEMBRES DES MÉNAGES RÉFUGIÉS MALIENS AU BURKINA

Le profil démographique des réfugiés maliens vivant au Burkina Faso indique qu'il y a plus de femmes (14 056 soient 51,8%) que d'hommes (13 073 soient 48,2%) au sein des ménages présents. C'est à Bobo-Dioulasso que cette distribution est plus importante avec 57,4% de femmes contre 42,6% d'hommes. Par contre, à Ouagadougou la tendance inverse est observée avec un rapport de masculinité de 119, soit 54,3% d'hommes contre 45,7% de femmes.

**Tableau 1.4 : Répartition des membres des ménages par le sexe selon le type de site**

Types de site	Sexe				Total	Rapport masculinité (RM)
	Masculin	%	Féminin	%		
Bobo-Dioulasso	275	42,6	371	57,4	646	74
Ouagadougou	413	54,3	347	45,7	760	119
Goudoubo	4 118	47,8	4 498	52,2	8 616	92
Mentao	4 886	47,9	5 315	52,1	10 201	92
Oudalan	3 381	49,0	3 525	51,0	6 906	96
Camp	9 004	47,9	9 813	52,2	18 817	92
Hors camp	3 381	49,0	3 525	51,0	6 906	96
Urbain	688	48,9	718	51,1	1 406	96
Ensemble	13 073	48,2	14 056	51,8	27 129	93

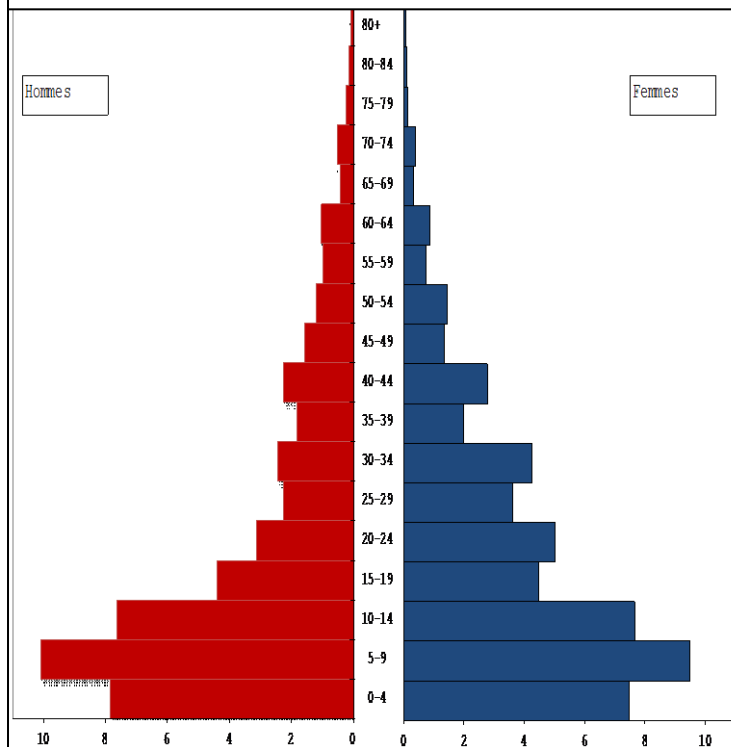
### **I.2.2. STRUCTURE PAR ÂGE ET PAR SEXE DES MEMBRES DES MÉNAGES RÉFUGIÉS MALIENS AU BURKINA**

Dans l'analyse des données démographiques, l'âge permet de constituer des sous populations homogènes qui présentent un intérêt particulier dans l'examen des questions de population, de genre, de santé, de droits humains et de développement. On peut citer les groupes spécifiques selon l'âge ci-après : les nourrissons, les enfants, la population cible des programmes élargis de vaccination, la population scolarisable dans le cycle d'études primaires, les adolescents, les jeunes, les femmes en âge de procréer, les personnes âgées, etc. Ces groupes spécifiques de population constitués visent à répondre aux préoccupations de l'UNHCR et de ses partenaires en matière de développement et de protection sociale.

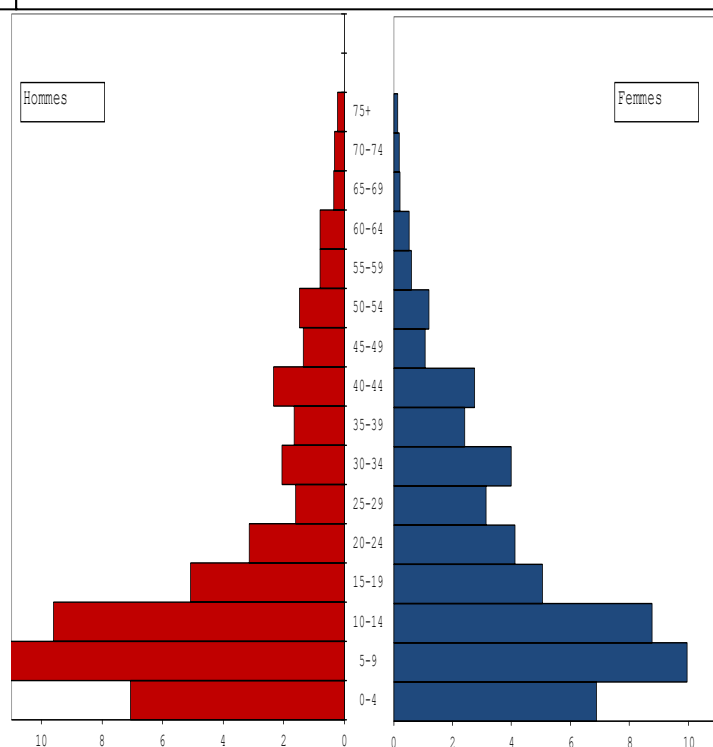
La pyramide des âges de la population réfugiée malienne du Burkina Faso présente l'allure générale des pyramides des populations africaines au sud du Sahara, qui se caractérise par une base très élargie, puis un rétrécissement progressif et régulier au fur et à mesure que l'on avance en âge. Aux âges élevés, la pyramide s'effile très vite. Ainsi, la pyramide des âges des populations réfugiées maliennes porte la marque d'une fécondité encore élevée avec une proportion des moins de 5 ans de l'ordre de 15% de la population totale (ce qui représente la fécondité depuis l'exil au Burkina Faso). Toutefois, cette fécondité est en recul depuis leur exil avec les tranches de 5-9 ans qui représentent 20% de la population réfugiée globale (qui représente la fécondité avant l'exil). Par groupe d'âges, il n'y a pas de différences très marquées de structure par sexe aux âges jeunes ; celles-ci ne sont nettement perceptibles qu'aux âges élevés. L'allure de la pyramide des âges met en évidence la grande jeunesse de la population réfugiée malienne. En effet, la moitié de cette population a moins de 15 ans d'âge. Selon le sexe, cet indicateur (âge médian) est de 19,3 ans chez les femmes et 15,1 ans chez les hommes. Ainsi, les femmes sont beaucoup moins jeunes que les hommes au sein de cette population.



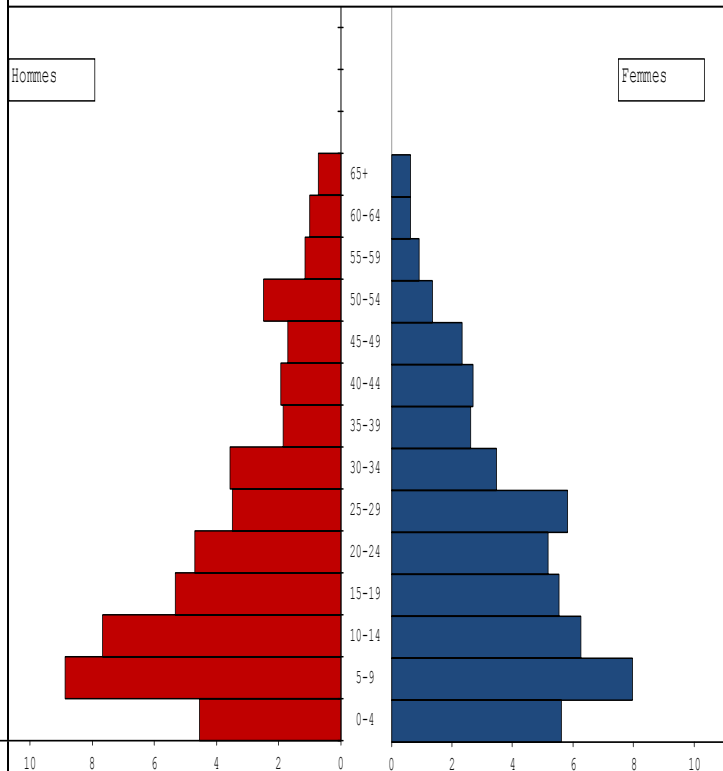
Graphique 1.2: Pyramide des âges de la population réfugiée malienne vivant dans les camps



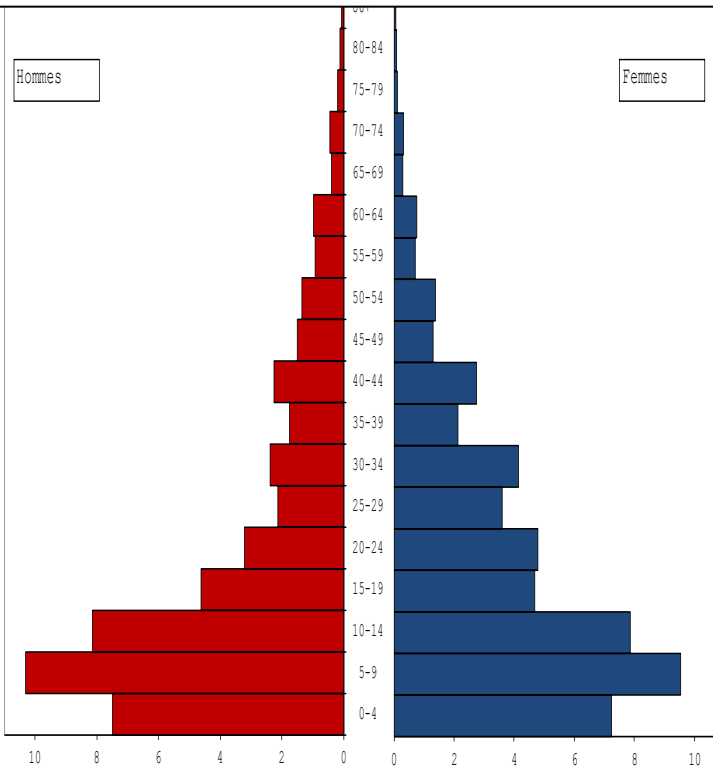
Graphique 1.3: Pyramide des âges de la population réfugiée malienne vivant hors des camps



Graphique 1.2: Pyramide des âges de la population réfugiée malienne vivant en milieu urbain



Graphique 1.2: Pyramide des âges de la population réfugiée malienne vivant au Burkina Faso



## I.2.3. PERSONNES VIVANT AVEC UN HANDICAP

### I.2.3.1. Prévalence du handicap au sein de la population réfugiée malienne

Les indicateurs du handicap présentés ici ont été obtenus à partir des informations recueillies auprès de l'ensemble de la population réfugiée malienne des ménages présents lors de l'enquête Proserem. Il s'agissait de savoir, pour chaque membre résident d'un ménage enquêté, si oui ou non il souffre d'un des handicaps majeurs retenus à cette occasion. Cette question permettait donc de savoir si l'enquêté était sourd, muet, aveugle, infirme, malade mental ou porteur d'une maladie chronique.

Il ressort ainsi que, 3% de la population des ménages présents enquêtés vivent avec au moins un handicap. Cette prévalence est bien plus importante dans les ménages vivant hors des camps (4,5%) et dans les camps (3,3%) que dans l'espace urbain (1,6%). Quel que soit le site, les femmes sont plus affectées par le handicap que les hommes.

**Tableau 1.5 : Répartition des membres des ménages par site selon la situation par rapport au handicap**

PVH	Camps			Hors camps			Urbain			Ensemble
	Masculin	Féminin	Total	Masculin	Féminin	Total	Masculin	Féminin	Total	
Oui	3,1	3,6	3,3	1,4	1,8	1,6	3,8	5,2	4,5	3,0
Non	96,9	96,5	96,7	98,6	98,2	98,4	96,2	94,9	95,5	97,0
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Effectif	9 004	9 813	18 817	3 381	3 525	6 906	688	718	1 406	27 129

### I.2.3.2. Typologie des handicaps au sein de la population réfugiée malienne vivant avec un handicap

Par type de handicap, les personnes vivant avec une maladie chronique sont les plus nombreuses parmi les handicapés avec un taux de prévalence de 27,6%, suivies par les PVH visuel 26,4%, les PVH moteur ou physique (18,2%), les PVH mental (10,5%), les vieillards non accompagnés (6,6%), les PVH auditif (5,2%), les PVH de la parole (3,1%), les enfants chef de ménage (1,5%) et enfin les PVH auditif et de la parole (0,9%).

**Tableau 1.6 : Répartition par type de handicap des PVH selon le site**

TYPES DE HANDICAP	Camps			Hors Camps			Urbain			Ensemble
	Masculin	Féminin	Total	Masculin	Féminin	Total	Masculin	Féminin	Total	
Handicap visuel	27,5	24,4	25,8	28,3	33,9	31,5	26,9	21,6	23,8	26,4
Handicap de la parole	2,5	4,6	3,7	0,0	1,5	0,9	3,9	0,0	1,6	3,1
Handicap auditif	5,0	5,2	5,1	8,7	4,6	6,3	0,0	8,1	4,8	5,2
Handicap mental	11,4	12,6	12,1	4,4	4,6	4,5	7,7	2,7	4,8	10,5
Handicap moteur/physique	19,3	17,8	18,5	21,7	13,9	17,1	15,4	18,9	17,5	18,2
Handicap auditif et de la parole	0,4	1,4	1,0	0,0	1,5	0,9	-	-	-	0,9
Vieillard Non accompagné	5,0	10,1	7,8	2,2	4,6	3,6	-	-	-	6,6
Enfant chef de ménage	3,9	0,3	1,9	-	-	-	-	-	-	1,5
Malade chronique	25,0	23,6	24,2	34,8	35,4	35,1	46,2	48,7	47,6	27,6
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Effectif	280	348	628	46	65	111	26	37	63	802

## I.2.4. NIVEAU D'INSTRUCTION DES MEMBRES DU MÉNAGE

S'agissant du profil socioculturel des membres des ménages, on note que près de 7 individus sur 10 (66,7%) sont analphabètes, 19,8% de niveau primaire, 3,0% de niveau secondaire et 1,2% de niveau supérieur. De même, 9,3% des membres des ménages ont un niveau coranique.

Selon le site, les réfugiés urbains sont plus instruits (51,3%) que ceux des camps (25,7%) et des Hors camps (13,0%).

**Tableau 1.7 : Répartition des membres des ménages par site selon leur niveau d'instruction**

Niveau d'instruction	Type de site			Total
	Camps	Hors camp	Urbain	
Sans niveau	63,1	83,0	37,7	66,7
Primaire	22,5	12,3	20,3	19,8
Secondaire	2,9	0,8	14,9	3,0
Supérieur	0,4	0,0	16,0	1,2
Ecole coranique	11,2	4,0	11	9,3
Total	100	100	100	100

## I.2.5. PROTECTION ET SCOLARISATION DES ENFANTS

### I.2.6.1. Protection des enfants

#### a) Droit à l'identité des enfants de réfugiés maliens au Burkina Faso

La question de l'enregistrement des naissances est associée à plusieurs facteurs qui peuvent en constituer des obstacles. D'une part, la perception de l'utilité par les réfugiés eux-mêmes car pour nombre de ménages, avant leur arrivée dans les sites, la déclaration des naissances était ignorée. Cette ignorance peut expliquer la difficulté à scolariser certains de leurs enfants aujourd'hui. D'autre part, la complexité des procédures et les retards observés dans la délivrance des actes qui découragent les parents. Cette situation n'est pas sans conséquences sur le droit d'exister des enfants réfugiés. Au cours de l'enquête Proserem, il a été demandé aux chefs de ménages ayant des enfants de moins de 5 ans si tous leurs enfants avaient des actes de naissances.

A cette question on n'observe dans l'ensemble que les enfants de moins de 5ans de plus de 4 ménages sur 10 n'ont pas tous des actes de naissance. En effet, 43% des ménages ont déclaré que ce n'était pas tous leurs enfants de moins de 5 ans qui avaient des actes de naissance, 39,2% des ménages ont présenté les actes de tous leurs enfants de moins de 5 ans. En outre, 14,5% ont déclaré les posséder sans toutefois les présenter, alors que 3,3% des ménages ont déclaré que le processus d'obtention des actes de naissances de leurs enfants était en cours.

**Tableau 1.8 : Répartition des ménages ayant des enfants de moins de 5ans par site selon la possession d'acte de naissance des enfants**

Protection des enfants	Type de camps			
	Camps	Hors camp	Urbain	Total
Présence d'enfant de moins de 5 ans				
Oui	43,8	50,2	26,0	43,9
Non	56,2	49,8	74,0	56,1
Effectif	4,893	1,432	450	6,775
Possession d'acte de naissance				
Oui, présenté	37,9	38,4	66,7	39,2
Oui mais pas présenté	16,4	9,9	9,4	14,5
En cours	3,4	2,6	5,1	3,3
Non	42,3	49,1	18,8	43,0
Effectif	2 141	719	117	2 977

## b) Participation au programme de santé des enfants de moins de 5 ans

La question de la participation des enfants de moins de 5 ans au programme de santé a été appréhendée à travers la vaccination de tous les enfants de moins de cinq ans des ménages au cours de la dernière campagne de vaccination. Ainsi, il était demandé dans chaque ménage enquêté possédant au moins un enfant de moins de 5ans si tous les enfants de cette tranche d'âge avaient été vaccinés au cours de la dernière campagne de vaccination.

Les résultats de l'enquête Proserem révèlent que, 84,1% des ménages ayant des enfants de moins de 5ans ont vacciné tous leurs enfants, 4% n'ont pas vacciné tous leurs enfants, tandis que près de 12% des chefs de ménage n'ont vacciné aucun de leurs enfants lors de la dernière campagne de vaccination. Par site, on note que, les ménages urbains sont plus enclins à faire vacciner tous leurs enfants (93,2%), suivis de ceux vivant dans les camps (85,3%) et enfin de ceux vivant hors des camps (79,1%).

D'autre part, on observe également que, seuls 73,0% des ménages possédant des enfants de moins de 5ans ont déclaré avoir des carnets de vaccination pour chacun de leurs enfants. C'est en milieu urbain que cette proportion est plus importante (82,9%), suivi des ménages vivant hors des camps (74,1%) et ceux des camps (72,1%).

**Tableau 1.9 : Répartition des ménages ayant des enfants de moins de 5ans par site selon la participation à la dernière campagne de vaccination et la possession d'un carnet de vaccination**

Vaccinations et prise de poids	Type de camps			
	Camps	Hors camp	Urbain	Total
<b>Vaccination lors de la dernière campagne</b>				
Oui, tous	85,29	79,14	93,16	84,11
Oui, mais pas tous	4,48	3,06	1,71	4,03
Non	10,23	17,8	5,13	11,86
<b>Possession de carte de vaccination</b>				
Oui, tous	72,11	74,11	82,88	73,02
Oui, mais pas tous	7,18	2,88	3,6	6,06
Non	20,71	23,01	13,51	20,92
Total	100	100	100	100

### I.2.6.2. Scolarisation des enfants des ménages réfugiés maliens

Les interventions d'urgence ont permis de répondre aux besoins d'éducation, à travers les écoles généralement mises en place avec l'appui de l'Unicef. Même si la scolarisation des enfants n'est pas généralisée dans les sites actuels de résidence, alors que les infrastructures scolaires existent dans tous les sites, les données révèlent néanmoins que le fait que les populations se soient déplacées de leur lieu d'habitation d'origine à ces sites, a augmenté. Les interventions jusqu'ici faites dans les camps justifient ce niveau de scolarisation dans l'ensemble en augmentation par rapport aux lieux d'origine. D'une manière générale 60,5% des chefs de ménage déclarent actuellement scolariser tous leurs enfants de 7 à 16ans contre 47,1% au lieu d'origine. Cette augmentation est perceptible en milieu urbain mais surtout dans les camps où elle a évolué de 20,7 points passant de 47,9% (au lieu d'origine) à 68,6%(au site actuel) de ménages scolarisant tous leurs enfants de 7 à 16ans. Toutefois, on peut noter que, dans les ménages vivant hors des camps, la situation d'exil a été négative à la scolarisation des enfants du ménage.

On note à la lecture du **Tableau 1.10** que la propension des ménages à scolariser tous leurs enfants a ralenti. Ainsi, la proportion des ménages scolarisant tous leurs enfants a diminué de près de 1 point passant de 36,5% au lieu d'origine à 35,8% au site de résidence actuel.

**Tableau 1.10 : Evolution de la scolarisation des 7-16 ans du lieu d'origine au site de résidence actuel**

Type de site	Au lieu d'origine				Au Burkina Faso			
	Camps	Hors camp	Urbain	Total	Camps	Hors camp	Urbain	Total
<b>Présence d'enfant de 7-16 ans</b>								
Oui	25,2	25,1	20,4	24,9	56,3	74,4	46,4	59,5
Non	74,8	74,9	79,6	75,2	43,7	25,6	53,6	40,6
<b>Scolarisation de tous des enfants de 7-16 ans</b>								
Oui	47,9	36,5	78,3	47,1	68,6	35,8	79,6	60,5
Non	52,2	63,5	21,7	52,9	31,4	64,3	20,6	39,5
Total	100	100	100	100	100	100	100	100
Effectif	4 893	1 432	450	6 775	4 893	1 432	450	6 775

## CHAPITRE II: CONDITIONS DE VIE DANS LES MENAGES REFUGIES MALIENS AU BURKINA FASO

**A**u cours de l'enquête ménage, des caractéristiques de l'habitat à savoir la source d'approvisionnement en eau de boisson, le type de toilettes utilisées par le ménage, la sécurité du logement et la précarité de l'habitat et le type de combustible utilisé pour la cuisine ont été recueillies. L'enquête a également collecté des informations sur la possession de biens, les revenus des ménages, leurs dépenses, leur épargne et leur crédit. Ces informations permettent d'évaluer les conditions de vie de la population des ménages ainsi que le niveau de bien-être socio-économique des ménages.

### II.1. CARACTERISTIQUES DE L'HABITAT

#### II.1.1. EAU DE BOISSON

La connaissance de la source d'approvisionnement en eau de boisson donne une indication sur la salubrité de l'eau consommée par le ménage. Les sources d'approvisionnement en eau considérées comme adéquates ou non sont listées au **Tableau 1.11**. On peut ainsi observer que, quel que soit le site, le forage/robinet est la principale source d'approvisionnement en eau des ménages (86,5%). Toutefois, si pour tous les autres sites plus de 9 ménages sur 10 s'approvisionnent en eau dans les forages/robinets, dans les ménages vivant hors des camps, seuls 56,7% s'y approvisionnent tandis que 38,8% de ces ménages s'approvisionnent dans des puits ouverts.

**Tableau 2.1: Répartition des ménages par site selon la principale source d'eau**

Source principale d'eau	Type de site			Total
	Camps	Hors camp	Urbain	
Forage/Robinet	94,1	56,7	99,3	86,5
Eau de surface (marigots)	0,1	2,2	0,0	0,5
Puits ouvert	1,3	38,8	0,0	9,2
Puits protégé	0,1	2,0	0,0	0,5
Mini AEP	4,3	0,1	0,2	3,1
Autre	0,1	0,3	0,4	0,2
Total	100	100	100	100
Effectif	4 893	1 432	450	6 775

#### II.1.2. LIEUX D'AIANCES/TOILETTES

Le **Tableau 2.2** présente la proportion de ménages ayant accès aux installations d'assainissement. Comme pour l'eau de boisson, les types de lieux d'aisances utilisés sont généralement classés en « améliorés » ou non, selon la classification du Programme commun OMS/UNICEF de surveillance de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement.

Environ sept ménages sur dix (70,9%) utilisent des toilettes partagées, notamment dans les camps où 94,2% ont déclarés utilisés les latrines du site comme lieux d'aisance. Par ailleurs, 18,6% des ménages utilisent la brousse comme lieux d'aisance, notamment les ménages vivant hors des camps pour lesquels plus de sept sur dix (73,2%) utilisent la brousse comme lieu d'aisance. On observe en outre des différences importantes entre les sites avec les ménages des camps qui

davantage utilisent les latrines du site (94,2%), les urbains les latrines non partagées (84,2%) et ceux vivant hors des camps la brousse (73,2%).

**Tableau 2.2: Répartition des ménages par site selon le principal lieu d'aisance**

Type de latrine	Type de site			Total
	Camps	Hors camp	Urbain	
Latrine du site/partagée	94,2	8,7	15,6	70,9
Autre latrine	1,5	18,2	84,2	10,5
Brousse	4,3	73,2	0,2	18,6
Total	100	100	100	100
Effectif	4 893	1 432	450	6 775

### II.1.3. APPRECIATION DES ABRIS/LOGEMENTS PAR LES REFUGIES

Environ cinq ménages réfugiés sur dix (54,3%) vivent dans des abris qu'ils jugent moyens c'est-à-dire nécessitant de petites réfections et 14,2% dans des abris jugés bons c'est-à-dire ne nécessitant pas de réfections. Par contre pour trois ménages sur dix (31,4%), le logement/Abri est jugé mauvais c'est-à-dire nécessitant d'importantes réfections.

Par site, on note à la lecture du **Tableau 2.3** que c'est en milieu urbain qu'une bonne appréciation est faite de leur logement/abri par les réfugiés notamment pour 61,8% des ménages urbains et à contrario une mauvaise appréciation des logements est faite par les ménages vivant hors des camps avec plus de trois sur dix (34,1%) jugeant mauvais leur logement/abris.

**Tableau 2.3: Répartition des ménages par site selon l'état de l'abri/logement**

Etat de l'abri	Type de site			Total
	Camps	Hors camp	Urbain	
Bon (Ne nécessite pas de réfections)	10,5	12,0	61,8	14,2
Moyen (Nécessite de petites réfections)	56,4	53,9	32,9	54,3
Mauvais (nécessite d'importantes réfections)	33,1	34,1	5,3	31,4
Total	100	100	100	100
Effectif	4 893	1 432	450	6 775

### II.1.4. TYPE DE COMBUSTIBLE UTILISÉ POUR LA CUISSON

Le **Tableau 2.4** présente les résultats concernant le type de combustible utilisé pour la cuisson. Dans l'ensemble, neuf ménages sur dix (96,7%) utilisent un combustible solide pour la cuisine, principalement le bois (91,2%), le charbon (5,3%) et la paille (0,2%). En milieu urbain, 39,1% et 44,7% des ménages utilisent respectivement le Gaz et le charbon. Alors que près de la totalité des ménages des camps (96,4%) et ceux vivant hors des camps (97,2%) utilisent le bois. Mais le bois reste un combustible utilisé (15,8%) en ville. En outre, on note que le gaz et autre combustible sont peu utilisés dans les camps (0,3% et 2,6%) et dans les ménages vivant hors des camps (0,0% et 2,2%)

**Tableau 2.4: Répartition des ménages par site selon la source d'énergie utilisée pour la cuisson**

Source d'énergie	Type de site			Total
	Camps	Hors camp	Urbain	
Bois	96,4	97,2	15,8	91,2
Paille	0,1	0,4	0,0	0,2
Gaz	0,3	0,0	39,1	2,8
Charbon	2,6	2,2	44,7	5,3
Autre	0,6	0,2	0,4	0,6
Total	100	100	100	100
Effectif	4 893	1 432	450	6 775

## II.2. CONSOMMATION ALIMENTAIRE

### II.2.1. DURÉE DE L'ASSISTANCE ALIMENTAIRE

Au niveau des camps, les vivres distribués aux ménages sont sensés couvrir les besoins du ménage pendant un mois. Cependant, l'enquête révèle que seuls 9,1% des ménages arrivent à couvrir leur besoin alimentaire sur plus de trois semaines avec la ration reçue. Ainsi, pour plus de neuf ménages sur dix (90,9%), l'aide alimentaire reçue est insuffisante pour couvrir leurs besoins d'un mois.

**Tableau 2.5 : Répartition des ménages enquêtés par site selon la durée de l'aide alimentaire reçue**

Durée des vivres	Type de site		Total
	Camps	Hors camp	
Une semaine	9,06	6,11	7,9
1 à 2 semaines	41,3	46,5	44,7
2 à 3 semaines	37,4	39,1	38,3
3 à 4 semaines	9,6	7,5	8,5
Au-delà d'un mois	1,0	0,4	0,6
Total	100	100	100
Effectif	4 126	1 162	5 288

### II.2.2. FRÉQUENCE MOYENNE HEBDOMADAIRE DE CONSOMMATION DES ALIMENTS

Dans l'ensemble, les céréales, huiles, épices/condiments, sucre/produits sucrés et lait/produits laitiers sont les aliments dont la fréquence de consommation est importante. En effet, ces aliments sont consommés 7 jours/7 par les ménages, alors que les fruits (0,6jour/7), les légumineuses (2,3jour/7) et la viande (2,9jrs/7) sont moins consommés par semaine. Les mêmes tendances sont observées quel que soit le site.

**Tableau 2.6 : Répartition des ménages enquêtés par site selon la consommation moyenne hebdomadaire des aliments**

Aliments consommés	Type de site			Total
	Camps	Hors camp	Urbain	
Céréales, Racines, et tubercules	6,4	6,6	6,3	6,4
Légumineuse/noix : haricots, arachides,	2,3	2,4	2,3	2,3
Lait et autres produits laitiers : Lait frais/ aigri, yaourt,	4,2	4,1	3,6	4,1
Viande, Poisson, Œufs: chèvres, bœuf, poulets	3,0	2,3	4,0	2,9
Légumes : tous	3,4	3,2	5,4	3,5
Fruits : banane, pomme, citron,	0,5	0,3	3,0	0,7
Huile/gras/beurre : huile de cuisson, beurre	5,8	5,9	6,1	5,9
Sucre ou produits sucré : miel, confiture, beignets	4,8	4,8	4,9	4,8
Epices/Condiments : thé, café/cacao, sel	6,1	6,3	5,5	6,1
Effectif	4 893	1 432	450	6 775

### II.2.3. SOURCE D'APPROVISIONNEMENT EN ALIMENTS CONSOMMÉS

Dans les sites, 55,8% des aliments consommés proviennent de l'aide alimentaire, cette proportion est de 56,2% dans les camps, de 68,1% dans les ménages vivant hors des camps, et 12,7% en milieu urbain.



Le second mode d'approvisionnement en aliments consommés est l'achat (29,5%), avec 80,9% des ménages urbains qui s'approvisionnent davantage, bien mieux que les ménages des autres sites avec 28,3% des ménages des camps et 17,2% de ceux vivant hors des camps.

**Tableau 2.7 : Répartition des ménages par site selon le principal mode d'acquisition des aliments consommés**

Source aliments consommés	Type de site			Total
	Camps	Hors camp	Urbain	
Propre production	1.9	7.2	0.44	2,9
Pêche/chasse/collecte	0.2	0.2	0.2	0,2
Travail contre nourriture	0.1	0.1	0.0	0,1
Emprunt/credit	8.5	3.6	2.9	7,1
Assistance alimentaire	56.2	68.1	12.7	55,8
Autre	4.8	3.6	2.9	4,4
Achat	28.3	17.2	80.9	29,5
Total	100	100	100	100
Effectif	4 893	1 432	450	6775

## II.2.4. ANALYSE DE LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE DES MÉNAGES

### II.2.4.1. La méthode « Diète et Diversité »

La consommation alimentaire des ménages est analysée selon la diversité, la fréquence de consommation des produits alimentaires et leur mode d'acquisition (propre production, achat, don, aide alimentaire...) en utilisant la méthode «Diète et Diversité». Cette méthode utilise un classement standard des aliments en 8 groupes. À chaque groupe d'aliments correspond un facteur de pondération qualitatif qui traduit sa valeur énergétique (**Tableau 2.8**). Ce facteur de pondération est basé sur la densité des nutriments contenus dans les aliments consommés. Ainsi, les aliments de base suivants ont été considérés et classés dans les 8 groupes : riz, mil, sorgho, maïs, tubercules, légumineuses, viande, oléagineux, poisson, lait, œuf, légumes, spiruline, fruits, sucre et huile. Un tableau présentant les fréquences de consommation alimentaire, exprimées en nombre de jours pendant lesquels les aliments ont été consommés durant la dernière semaine précédant l'enquête, a été constitué. Les fréquences de consommation de chaque groupe d'aliments ont été pondérées puis le Score de Consommation Alimentaire (SCA) a été déterminé pour chaque ménage. L'application de cette méthode requiert l'utilisation des seuils qui fixent les limites des classes de consommations alimentaires. En effet, une consommation alimentaire d'un ménage est pauvre quand le SCA est inférieur à 21. Elle est limite si le SCA est compris entre 21.5 et 35, elle est acceptable quand la valeur du SCA est supérieure à 35.

**Tableau 2.8 : Coefficient de pondération par groupe d'aliments**

Groupes d'aliments	Coefficient de pondération	Aliments consommés dans les ménages
1. Aliments de base (céréales, tubercules)	2	Mil, sorgho, riz, maïs et tubercules
2. Légumineuses et oléagineux	3	Pomme de terre, haricot, arachide et sésame
3. Feuilles, condiments	1	Feuilles, légumes, thé
4. Fruits	1	Mangue, dattes...
5. Protéines animales, œufs	4	Viande, volaille, œuf et poisson/crustacés
6. Sucres	0,5	Sucre et produits sucrés
7. Produits laitiers	4	Lait, fromage et yaourt
8. Huile et graisse	0,5	Huile de cuisson

## II.2.4.2. Niveau de consommation alimentaire des ménages

### a) Catégories de ménages à consommation alimentaire pauvre

Les ménages à consommation alimentaire pauvre sont des ménages ayant une alimentation basée essentiellement sur la consommation des céréales accompagnées de légumes à travers la sauce. Les céréales sont consommées tous les jours. Les ménages ont un accès faible aux protéines animales. Les repas sont constitués généralement de céréales, d'huile et de légumes (feuilles). Le régime alimentaire n'intègre pas les légumineuses, les oléagineux, les fruits, le lait et les produits laitiers. Cette classe de consommation concerne 9,4% des ménages enquêtés avec 5,2% en milieu urbain contre 8,2% dans les camps et ménages vivant hors des camps.

### b) Catégorie des ménages à consommation alimentaire limitée

Cette catégorie de ménages a une alimentation basée essentiellement sur la consommation des céréales accompagnées de légumes, de légumineuses et parfois de protéines animales, les céréales accompagnées de légumes, de légumineuses et parfois de protéines animales. Les céréales et les légumineuses sont consommées tous les jours. L'accès aux protéines animales est très faible ; celles-ci, dans certains cas, ne sont consommées que 3 ou 4 fois par semaine. L'huile et le sucre sont une partie intégrante du régime alimentaire et sont consommés pratiquement tous les jours. Le régime alimentaire des ménages intègre très faiblement les oléagineux, les fruits, le lait et les produits laitiers. Cette classe de consommation concerne 13,8% des ménages enquêtés, les ménages dirigés par les femmes bien plus que ceux dirigés par les hommes. Elle est plus présente dans les camps et hors des camps où elle concerne respectivement 14,0% et 16,8% des ménages. En d'autres termes, moins de 2 ménages sur 100 ont actuellement une consommation alimentaire limitée.

### c) Catégorie des ménages à consommation acceptable

Cette dernière catégorie des ménages a une alimentation assez variée et les fréquences de consommation des aliments sont plus élevées. Le régime alimentaire repose sur tous les groupes d'aliments. Les céréales constituant l'alimentation de base et sont consommées tous les jours accompagnées de sauces en protéines animales. Les légumineuses et oléagineux sont aussi bien consommés de 3 à 7 jours comme les légumes qui sont consommés 5 à 7 jours par semaine. Le sucre et l'huile sont consommés tous les jours. Les fruits et le lait sont faiblement consommés. Les aliments consommés sont riches et sont susceptibles de couvrir les besoins nutritifs. Cette classe de consommation concerne 76,7% des ménages enquêtés, les ménages dirigés par les femmes en milieu urbain (89,1%) y sont bien plus représentés que ceux dirigés par les hommes (79,8%), alors que l'inverse est observé dans les camps et hors camps.

**Tableau 2.9 : Répartition des ménages par site selon le niveau de consommation alimentaire**

Consommation Alimentaire	Camps			Hors Camps			Urbain			Ensemble
	Masculin	Féminin	Total	Masculin	Féminin	Total	Masculin	Féminin	Total	
Consommation pauvre	7,2	9,7	8,3	6,6	10,8	8,2	5,4	4,7	5,1	9,4
Consommation limitée	12,4	16,3	14,0	15,6	18,6	16,8	14,7	6,3	11,1	13,8
Consommation acceptable	80,4	74,0	77,7	77,8	70,6	75,1	79,8	89,1	83,8	76,7
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Effectif	2 829	2 064	4 893	884	548	1 432	258	192	450	6 775

### II.2.4.3. Analyse de la consommation alimentaire selon la source des aliments consommés

A la lecture du **Tableau 2.10**, on observe que dans les camps comme hors des camps, le niveau de consommation alimentaire est davantage soutenu par l'assistance alimentaire, soit de 42,0% pour ceux des ménages à consommation pauvre, 61,5% pour les ménages à consommation limite et 56,2% pour les ménages à consommation acceptable. Ainsi, quel que soit le niveau de consommation des ménages, la principale source des aliments consommés est l'assistance alimentaire. Cette dernière joue ainsi un rôle très important dans la consommation des ménages. Elle constitue 56,2% des sources de nourriture des ménages à consommation acceptable, 61,5% pour les ménages à consommation limite et 42% pour les ménages à consommation pauvre (**Tableau 2.10**). Ces derniers complètent leurs approvisionnements en nourriture par les achats (29,5%), les emprunts de nourriture (7,1%), leurs propres productions (2,9%) et autres sources d'approvisionnement (4,4%).

**Tableau 2.10 : Répartition des ménages selon le niveau de consommation alimentaire et la source des aliments consommés**

Source des aliments	Consommation pauvre	Consommation limite	Consommation acceptable	Total
Production propre	0,4	2,3	3,3	2,9
Pêche/chasse/collecte	0,6	0,1	0,2	0,2
Travail contre nourriture	0,0	0,1	0,1	0,1
Crédit/emprunt	7,9	4,9	7,4	7,1
Assistance alimentaire	42,0	61,5	56,2	55,8
Autre	1,7	4,0	4,8	4,4
Achat	47,5	27,1	28,1	29,5
Total	100	100	100	100

Le rôle joué par l'assistance alimentaire est encore plus marqué dans les camps et hors camps où respectivement plus de la moitié des ménages quel que soit leur niveau de consommation dépend principalement de l'aide alimentaire pour soutenir leur niveau de consommation alimentaire. En effet dans les camps, 38,8% des ménages à consommation pauvre, 59,8% des ménages à consommation limite et 57,3% à consommation acceptable ont pour principale source d'alimentation l'assistance alimentaire. Ce constat est encore plus accru au sein des ménages vivant hors des camps. L'assistance alimentaire assurerait ainsi un meilleur niveau de consommation alimentaire.

**Tableau 2.11 : Répartition des ménages par site selon le niveau de consommation alimentaire et la source des aliments consommés**

Consommation Alimentaire	Camps				Hors Camps				Urbain				Ensemble
	CP	CL	CA	Total	CP	CL	CA	Total	CP	CL	CA	Total	
Propre production	0.5	1.9	2.1	1.9	0.0	3.7	8.7	7.2	0.0	0.0	0.5	0.4	2.9
Pêche/chasse/collecte	0.7	0.1	0.1	0.2	0.0	0.0	0.3	0.2	0.0	0.0	0.3	0.2	0.2
Travail contre nourriture	0.0	0.1	0.1	0.1	0.0	0.0	0.2	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1
Emprunt/credit	9.6	6.6	8.8	8.5	2.6	0.8	4.3	3.6	4.3	2.0	2.9	2.9	7.1
Assistance alimentaire	38.8	59.8	57.3	56.2	58.1	75.8	67.4	68.1	17.4	16.0	11.9	12.7	55.8
Autre	2.0	4.4	5.2	4.8	0.0	3.7	3.9	3.6	4.3	0.0	3.2	2.9	4.4
Achat	48.4	27.1	26.4	28.3	39.3	15.8	15.2	17.2	73.9	82.0	81.2	80.9	29.5
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Effectif	405	687	3 801	4 893	117	240	1 075	1 432	23	50	377	450	6 775

## II.2.5. CHOCs ET MÉCANISMES D'ADAPTATION AU MANQUE DE NOURRITURE

### II.2.5.1. Chocs

Dans l'ensemble, la quasi-totalité des ménages ont déclaré avoir des difficultés pour faire face à leurs besoins alimentaires depuis le début de l'année. Toutefois, cette situation est déclarée récurrente en milieu urbain où 22,2% des ménages déclarent avec récurrence avoir des problèmes pour satisfaire leurs besoins alimentaires.

Quand ces problèmes surviennent, pour y faire face, les ménages font principalement recours à la diminution des quantités de nourriture ou de repas (63,1%) et à l'emprunt de nourriture (47,9%). Ils sont 40,9% de réfugiés à opter pour la consommation d'aliments moins préférés et 21,7% à se rabattre à la vente désespérée ou abattage de leur bétail ; la vente de bijou (4,4%), la consommation d'aliments inhabituels et la vente de biens productifs (2,2%) sont également des stratégies usées par les réfugiés pour faire face aux problèmes de nourriture

**Tableau 2.12 : Répartition des ménages par site selon la survenance des problèmes de satisfaction des besoins alimentaires et les mécanismes d'adaptation au manque de nourriture**

Type de site/Sexe CM	Camps			Hors Camps			Urbain		
	Masculin	Féminin	Total	Masculin	Féminin	Total	Masculin	Féminin	Total
Nombre de fois de survenance des problèmes pour satisfaire les besoins alimentaires depuis le début de l'année									
Rarement	25,6	21,1	23,6	30,9	18,8	25,9	28,4	20,4	24,5
Très souvent	62,1	61,6	61,9	58,7	61,1	59,7	51,4	55,3	53,3
Chaque fois	12,2	17,1	14,3	10,4	20,1	14,4	20,2	24,3	22,2
Aucune fois	0,1	0,2	0,2	-	-	-	-	-	-
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Effectif	2 828	2 055	4 883	883	546	1 429	258	192	450

### II.2.5.2. Les actions entreprises pour faire face aux problèmes de nourriture

Pour faire face aux problèmes de nourriture, les ménages font principalement recours à la diminution de quantité (62,4%), à l'emprunt (48,6%) et à la consommation d'aliments moins préférés (40,8%). La situation de diminution de nourriture et la consommation d'aliment moins préférés est plus perceptible dans les ménages vivant hors des camps (66,1% et 45,2%) et en ville (65,7% et 43,2%), tandis que l'emprunt est une option plus fréquente pour les ménages résidant dans les Camps (49,8%) et hors des camps (47,4%).

Ils sont 19,8% à vendre désespérément ou à abattre leurs animaux notamment parmi les ménages vivant hors des camps où 32,2% des ménages connaissant des problèmes de nourriture entreprennent cette option. La vente de bijou (4,5%), la consommation d'aliments inhabituels (3,7%) et la vente de biens productifs (2,0%) sont également des stratégies dont font recours les réfugiés pour faire face aux problèmes de nourriture.

**Tableau 2.13 : Répartition des ménages selon l'action entreprise pour faire face aux problèmes de manque de nourriture**

	Camps	Hors camps	Urbain	Ensemble
Diminution de la quantité de repas	61,2	66,1	65,7	62,4
Consommation d'aliments moins préférés	39,6	45,2	43,2	40,8
Emprunt/mendicité de nourriture	49,8	46,4	39,4	48,6
Consommation d'aliments inhabituels	3,5	5,0	1,9	3,7
Vente désespérée/ abattage d'animaux	18,2	32,2	1,4	19,8
Vente de biens productifs	2,1	1,7	1,4	2,0
Vente de bijoux	4,9	2,8	5,2	4,5
Autres	7,8	2,3	7,5	6,8

Depuis leur installation sur les sites d'accueil, les réfugiés ont affirmé avoir bénéficié de l'assistance alimentaire du HCR et ses partenaires. L'appui de l'UNHCR et de ses partenaires en produits alimentaires pour les besoins des réfugiés s'inscrit dans le cadre du soutien à ces personnes vulnérables vivant hors de leur pays en proie à d'énormes difficultés. C'est dans ce cadre que des attestations ont été établies pour chaque famille de réfugié de sorte à pouvoir périodiquement les doter en vivre pour les besoins de leur famille. Des propos des réfugiés rencontrés, il apparaît que l'appui en vivre de l'UNHCR et de ses partenaires s'est au fil du temps amenuisé avec des rations très réduites qui leurs sont fournies actuellement : *« ... l'assistance que le PAM donne n'excède pas deux semaines. Ça aussi c'est pour des personnes qui ont des petites tailles. Sinon pour les grandes tailles c'est des misères, ça ne dépasse même pas deux jours »* **Focus Group Femmes de Goudebou.**

Aussi pour des raisons de convenance alimentaire, certains réfugiés échangent les denrées reçues en d'autres produits pour leur besoin : « l'alimentation que le HCR ou le PAM donnent, il y en a parmi nous ceux qui n'ont pas besoin de certaines denrée. Par exemple le petit pois, ou l'huile, il y en a qui n'en consomme pas et préfère les échanger contre d'autres produits qu'ils ont besoins. Ils peuvent vendre ça pour payer la viande et du lait... » **Focus Group Jeunes Mentao.**

Les denrées alimentaires reçues du UNHCR et du PAM, lorsqu'elles n'arrivent pas à couvrir les besoins des familles jusqu'à la prochaine distribution, les réfugiés suppléent à ce manque par la vente de petits ruminants s'ils en ont ou font appel à l'aide des parents vivant au Mali. Pour certains réfugiés qui ont une familiarité avec la population autochtone, ils vont vers elle pour prendre des crédits en denrées alimentaires qui seront remboursés lorsqu'ils recevront la dotation de l'UNHCR et du PAM.

Les réfugiés selon eux recevaient en plus des denrées alimentaires, 3500fcfa à chaque distribution. Cette somme selon eux les aidait à acheter le nécessaire pour l'alimentation de la famille. L'arrêt de cette aide à amener les réfugiés à s'endetter ou à vendre le produit de l'élevage pour se procurer des denrées alimentaires. Ils disent être repartis dans l'ancienne situation où ils ne bénéficiaient pas de ce montant.

## **II.3. SOURCES DE REVENU DES MENAGES**

### **II.3.1. NOMBRE DE SOURCES DE REVENU DES MÉNAGES**

L'analyse du nombre de sources de revenu par ménage révèle que, seul 13,6% des ménages interrogés n'ont aucune source de revenu monétaire. Ainsi, si du fait de la migration forcée, les réfugiés se retrouvent très souvent sans opportunités de travail, et donc de génération de revenus, ces populations développent des stratégies de diversification et de combinaisons d'activités afin de générer des revenus. Le Tableau 2.14 montre ainsi que, plus de 8 ménages sur 10 ont au moins une source de revenus monétaires. Plus encore 17,6% des ménages déclarent posséder plus d'une source de revenu monétaire. Cette situation est plus observée dans les ménages vivant hors camps (18,2%) et les camps (17,5%), tandis que c'est en milieu rural qu'on enregistre davantage de ménage ayant une seule source de revenu monétaire (75,3%). Par contre c'est dans les ménages vivant hors des camps que l'on a moins de ménages sans aucune source de revenu (11,1%).

**Tableau 2.14 : Répartition des ménages par site selon le nombre de source de revenu**

Nombre de source de revenu	Type de site			Total
	Camps	Hors camp	Urbain	
0	14,4	11,1	12,7	13,6
1	65,3	69,6	75,3	66,9
2	18,2	17,5	11,6	17,6
3	1,8	1,6	0,4	1,7
4	0,3	0,3	0,0	0,3
Total	100	100	100	100
Effectif	4 893	1 432	450	6 775

### II.3.2. PRINCIPALE SOURCE DE REVENU DES MÉNAGES

Les résultats de l'enquête Proserem révèlent que, la principale source de revenu des ménages réfugiés maliens est l'élevage pour 44,3% des ménages notamment ceux vivant hors des camps (69,1%) et les camps (40,0%). La seconde source de revenu est l'artisanat qui assure un revenu monétaire à 15,8% des ménages interrogés notamment dans les camps (18,2%) et hors des camps (10,1%). Les autres sources de revenu sont le petit commerce (13,8%) davantage pour les ménages urbains (30,3%) et ceux des camps (13,8%), emprunt (5,5%), les dons (4,3%), le travail journalier (3,6%), le salaire (2,6%).

**Tableau 2.15: Répartition des ménages par site selon la principale source de revenu**

Première Activité principale	Type de site			Total
	Camps	Hors camp	Urbain	
Production/vente de cultures vivrières et maraîchères/céréales	0,8	2,2	0,3	1,1
Chasse/cueillette/Vente de produits de la Chasse/cueillette	0,1	0,1	0,0	0,1
Élevage/Vente d'animaux (bœufs, cabris, moutons, chameau) et produits d'élevage (lait, œufs, volailles)	40,0	69,1	9,7	44,3
Petit commerce (vente à l'étal, vendeur ambulant)	13,8	8,5	30,3	13,8
Vente de charbon, bois de chauffe	0,2	0,4	1,8	0,3
Artisanat	18,2	10,1	8,1	15,8
Production/vente de produits du fer (forgerons, bijoutier)	0,7	0,4	1,0	0,7
Autre	6,0	1,9	16,5	5,8
Travail journalier avec paiement en espèces (argent cash)	3,3	2,2	11,5	3,6
Salaire (fonctionnaire, contractant et retraite)	2,8	0,1	8,4	2,6
Rente	0,0	0,1	0,0	0,0
Emprunt	7,1	1,7	1,3	5,5
Transferts financiers	1,4	0,7	5,1	2,0
Dons de parents/voisins/amis	4,8	2,3	5,9	4,3
Vente de l'aide alimentaire	0,8	0,1	0,0	0,6
Total	100,0	100,0	100,0	100,0
Effectif	4893	432	450	6 775

### II.3.3. EPARGNE, TRANSFERTS ET CREDITS DU MENAGE

#### II.3.3.1. Epargne des ménages

Dans les camps, l'épargne est moins importante. En effet, moins de deux ménages sur cinq (34,8%) déclarent avoir une épargne quelle que soit la forme. Dans cet exercice, les ménages résidant en ville (47,3%) et des Camps (36,7%) y paraissent plus enclins. Cette épargne se fait davantage en espèce ou sous forme de bétails (43,2%). 34,5% prétendent avoir leur épargne en espèce, 19,2 sous forme de bien productifs, et 3,6% sous forme de bijoux (**Tableau 2.15**).



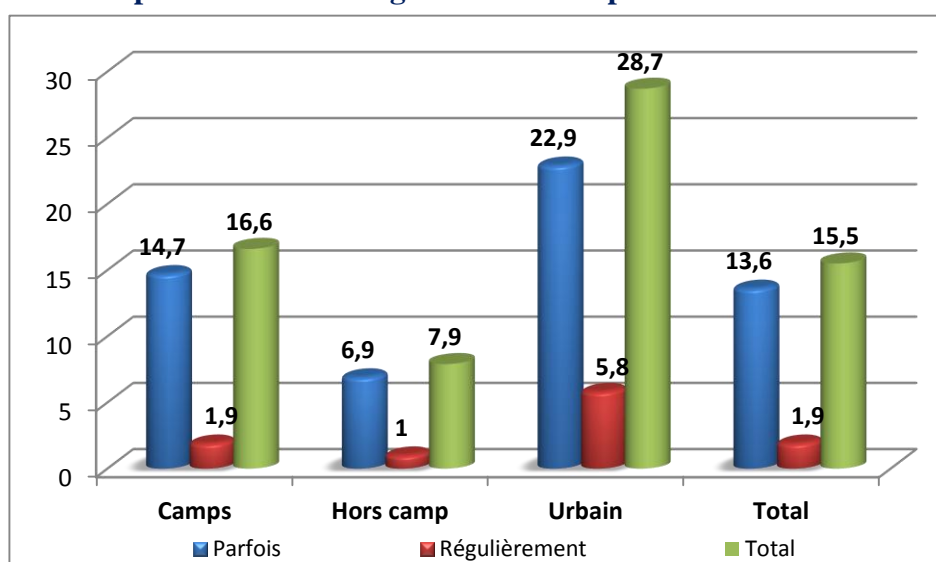
**Tableau 2.16 : Répartition des ménages selon la possession d'une épargne et la réception de transferts**

	Camps	Hors camps	Urbain	Total
<b>Epargne</b>				
	36,7	24,3	47,3	34,8
<b>Type d'épargne</b>				
En espèce	32,5	38,4	44,4	34,5
Sous forme de bien productif	19,7	17,1	20,7	19,2
Sous forme d'animaux	39,8	66,3	7,3	43,2
Sous forme de bijoux	3,5	4,1	3,6	3,6

### II.3.3.2. Transferts monétaires reçus par les ménages

On peut observer que, moins d'un ménage sur 5 (15,5%), ont reçu un transfert monétaire depuis le début de l'année, dont 13,6% de manière irrégulière et 1,9% régulièrement. Ce sont les ménages résidant en milieu urbain (28,7%) et ceux des Camps (16,6%) qui reçoivent davantage des transferts monétaires, même si ces transferts sont reçus de manière irrégulière (**Graphique 2.1**).

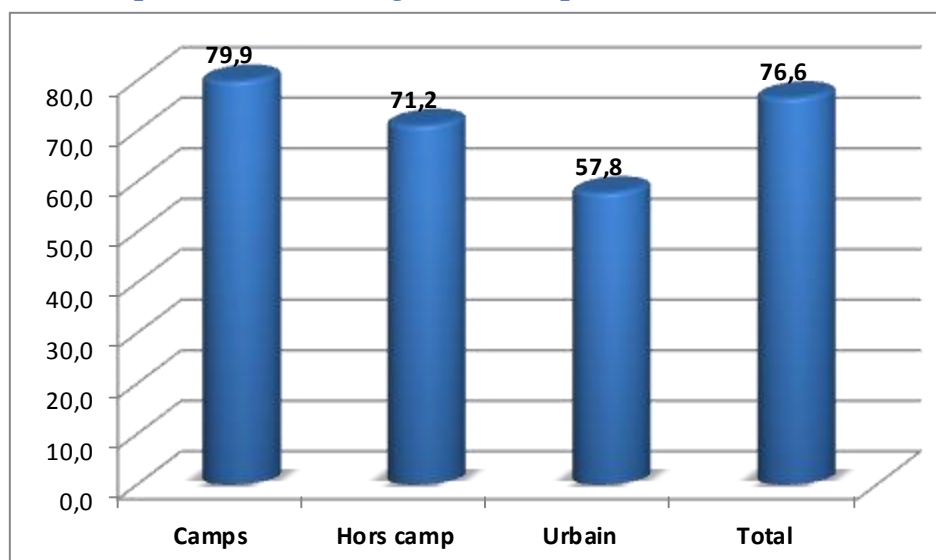
**Graphique 2.1 : Répartition des ménages selon la réception de transferts**



### II.3.3.3. Accès au crédit et Raisons d'emprunt

L'analyse de l'accès aux crédits montre que près de 8 ménages sur 10 (76,6%) sont endettés. On note une proportion plus importante des ménages endettés dans les camps (79,9%) que dans les ménages vivant hors des camps (71,2%). En outre, la proportion de ménages endettés est moins importante en milieu urbain que dans les autres sites (57,8%).

**Graphique 2.2 : Répartition des ménages endettés par site**



Toutefois, même si des efforts considérables restent à faire pour permettre aux populations de restaurer leur capital productif, le **Graphique 2.2** indique néanmoins une proportion importante de ménages endettés, dont l'analyse peut traduire un accès facile des ménages réfugiés au crédit qui est une opportunité dans le renforcement de l'autonomisation.

En effet, si sur l'ensemble des ménages enquêtés ces emprunts sont davantage orientés vers l'achat des aliments, il n'en demeure pas moins vrai que, dans le cadre du renforcement des mécanismes d'autonomisation, ces crédits/emprunts peuvent être orientés pour la création ou le renforcement des activités génératrices de revenus. Mais comme l'indique le **Tableau 2.17** on peut observer que, seuls respectivement 13,6% et 2,9% des ménages contractent un emprunt pour l'achat d'équipements productifs ou le développement/lancement d'une AGR.

**Tableau 2.17 : Répartition des ménages selon la possession d'une épargne et la réception de transferts**

Dépense	Camp/ZAR			
	Camps	Hors camps	Urbain	Total
Acheter la nourriture	93,5	92,3	82,4	92,7
Acheter les équipements productifs	11,1	23,1	3,1	13,0
Commencer/développer une activité	3,0	2,1	5,4	2,9
Paiement de médicament ou des services de santé	3,2	4,6	11,1	3,9
Dépense pour cérémonies	5,4	6,6	6,1	5,7
Paiement transport	9,7	10,1	17,6	10,1
Remboursement de dettes	22,9	27,0	28,3	24,0
Reparation de domicile	4,3	5,9	5,4	4,7
Autres	6,2	4,5	13,8	6,3
Achat équipement de la maison	3,1	4,2	7,7	3,5
Achat vêtements	23,7	29,4	18,0	24,5

#### II.3.4. REVENU MOYEN DES MENAGES

Cet indice de revenu est obtenu en soumettant les données sur les montant déclarés issus de chaque source de revenu, à une analyse en composantes principales permettant alors de classer par ordre croissant les ménages en 4 catégories appelées quintiles. Ainsi, on établit une échelle allant de 1 (quintile le plus faible) à 5 (quintile le plus élevé).



#### II.3.4.1. Ménages à très faibles revenus

Les ménages à revenus très faibles sont les ménages qui ont un revenu déclaré inférieur à 10.000 F CFA par mois. 28,4% les ménages sont concernés par cette catégorie. Les ménages résidant dans les camps (31,3%) et en milieu urbain (24,9) y sont plus représentés alors que hors des camps, ce type de ménages est moins rencontré (19,3%).

#### II.3.4.2. Ménages à faibles revenus

Les ménages à revenus faibles sont ceux qui ont déclaré avoir un revenu situé entre 10.000 F CFA et 30.000 F CFA par mois. 41,6% des ménages sont concernés par cette catégorie, et les ménages des résidant hors des camps (45,0%) et en milieu urbain (47,3%) sont ici plus représentés.

#### II.3.4.3. Ménages à revenus moyens

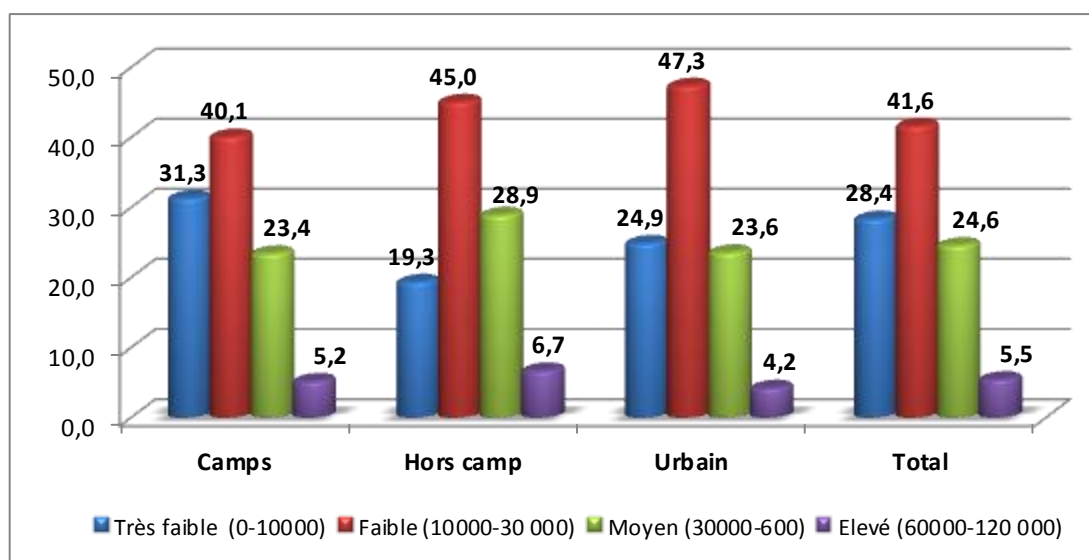
Dans cette catégorie on retrouve les ménages qui ont un revenu cumulé de leurs activités situé entre 30 000 et 60 000 FCFA. Cette catégorie concerne 24,6% des ménages, dont 28,9% dans les Hors camps, 23,6% dans le milieu urbain et 23,4% dans les camps.

#### II.3.4.4. Ménages à revenus élevés

Les ménages qui ont ce profil ont un revenu de 60.000 à 120 000 F CFA par mois. On retrouve dans cette catégorie 5,5% des ménages. La proportions de ménages la plus élevée dans cette tranche de revenu se retrouvent hors des camps (6,7%).

D'une manière générale, on peut relever que, les ménages à faible revenu (très faible et faible) sont davantage enregistrés dans les Camps (71,4%) et en milieu Urbain (72,1%), alors que les ménages à revenus acceptables (Moyen et Elevé) sont plus enregistrés hors des camps (35,6%)

**Graphique 2.2: Répartition par site des ménages selon le niveau moyen du revenu déclaré**



### II.3.5. ASSISTANCE EN AGR, CONTRAINTES, OPPORTUNITÉS ET PERSPECTIVES

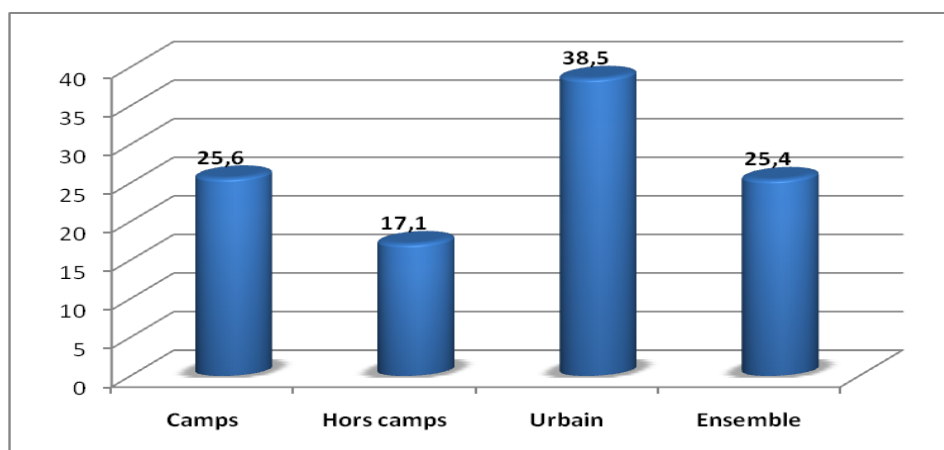
#### II.3.5.1. Assistance en activités génératrices de revenu

D'importants efforts sont consentis par l'UNCHR et ses partenaires en vue d'apporter des appuis aux réfugiés de façon générale et dans le cadre des AGR en particulier. S'agissant des appuis pour la réinsertion économique et afin de mieux préparer les bénéficiaires aux métiers de leur choix et

leur faciliter l'exercice, des séances de formation sont organisées à leur rencontre. Tous ces appuis s'inscrivent dans la dynamique d'appui à l'autonomisation des réfugiés et la lutte contre la dépendance.

Les appuis apportés concernent les appuis financiers, les appuis matériels et les appuis en formation tels que la formation aux métiers de l'artisanat. Le **Graphique 2.3** montre ainsi que, près de 25,4% des ménages ont bénéficié d'une AGR indépendamment de sa nature. Selon le site de résidence, on note que, cette assistance den AGR est davantage recensée en milieu Urbain avec 38,5% des ménages qui ont déclaré en avoir déjà reçu, et dans les Camps où 25,6% des ménages ont déclaré en avoir déjà reçu. Par contre, parmi les ménages vivant hors des camps, seuls 17,1% des ménages enquêtés ont révélé en avoir déjà eu.

**Graphique 2.3: Répartition par site des ménages ayant reçu une AGR**



L'UNHCR dans sa stratégie d'intervention au profit des réfugiés dans les différents lieux d'installation a bénéficié de l'appui des partenaires engagés dans l'assistance aux réfugiés. A cet effet, des actions visant à soutenir les réfugiés dans la perspective de parer à leur besoin alimentaires quotidiens et de subsistance ont été mises en œuvre. Il convient de souligner que l'intervention du UNHCR et ses partenaires avait pour objectif d'amener progressivement les réfugiés à l'autonomisation en évoluant du statut d'assistance au statut d'autonome capable de se prendre en charge et d'assurer le quotidien des familles. L'organisation des réfugiés en secteur d'activité a donné lieu à l'acquisition de connaissance et au renforcement des acquis pour une implication et un meilleur suivi des activités d'élevage, d'embouche, d'artisanat et en général d'AGR.

D'un point de vue général des spécifications apparaissent et traduisent l'importance des activités initiées par l'UNHCR et ses partenaires que l'on soit dans les camps qui abritent les réfugiés, hors des camps ou dans les grandes villes de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso.

Sur les sites d'installation des réfugiés, l'appui du UNHCR et de ses partenaires a d'une part consisté à leur fournir l'assistance alimentaire nécessaire à leur survie et d'autre part à travers les échanges initiés avec ces acteurs, d'identifier les activités à même d'assurer leur autonomisation au regard de leurs activités de base ou celles qu'ils envisagent initier pour obtenir des revenus et prendre en charge leur famille. De l'avis des réfugiés rencontrés, des formations en élevage ont été dispensées : « *Des formations en élevage ont été dispensées aux réfugiés qui à la fin ont obtenus une attestation y relative pour mieux exercer l'activité d'embauche...* ». **Focus group hommes réfugiés Déou.** De même d'autres formations notamment des formations en savonnerie,

en artisanat, en tissage ont été dispensées aux femmes réfugiées dans le but de l'amélioration de leurs conditions de vie et d'autonomisation. La mise en pratique de ces formations sur les sites est restée quasi inexistante du fait des contraintes relatives à la saison (production limitée à une saison de l'année) et les conditions du marché (difficultés d'écoulement des produits finis).

Aussi, l'appui de l'UNHCR dans la protection de l'environnement a donné lieu à la formation des réfugiés dans la fabrication de foyer amélioré métallique pour la protection de l'environnement par la réduction de la consommation du bois de chauffe.

Des observations faites sur les sites d'accueils des réfugiés ont révélé la présence d'un dispositif sanitaire, éducatif, d'assainissement et d'approvisionnement en eau potable, des centres communautaires. Ce dispositif participe à l'amélioration des conditions de vie et d'existence des réfugiés.

En dehors des camps, c'est-à-dire dans les espaces qualifiés de hors camps, des réfugiés y sont installés et bénéficient selon eux des vivres pour leur besoin alimentaire. Des échanges réalisés avec ces acteurs, il ressort fondamentalement qu'en dehors de l'aide alimentaire, ils ont bénéficié de la part du HCR et ses partenaires d'une formation en soins animal pour le suivi de leurs troupeaux. Au-delà de la formation reçue, les réfugiés vivant hors des camps ont manifesté le besoin de formation en artisanat, en tissage, en savonnerie et l'appui en AGR comme ceux vivant dans les camps afin de diversifier leur source de revenus et subvenir aux besoins vitaux.

Au niveau des deux grandes villes (Ouagadougou et Bobo-Dioulasso) dans lesquelles vivent des réfugiés maliens et d'autres pays, il est ressorti lors des échanges avec ces derniers que l'appui en vivres dont ils bénéficiaient bien avant a été interrompu depuis le mois de décembre 2015 pour des raisons qu'ils ignorent les raisons. Ils éprouvent le sentiment d'être abandonné à eux-mêmes d'autant plus qu'ils doivent faire face aux vicissitudes de la vie urbaine.

Partant du constat fait lors des échanges avec les réfugiés et des observations terrain, il apparaît que dans le cadre de la collaboration entre le HCR et ses partenaires, les réfugiés ont bénéficiés d'appuis divers en formation et en dotation de marchandises pour les AGR, le petit commerce et autres. La mise en œuvre des activités a été précédée d'échanges pour définir les domaines d'activité dans la perspective d'une approche participative. Sa mise en place a nécessité la connaissance du cadre d'évolution afin qu'elle puisse répondre aux attentes des bénéficiaires. Quant aux appuis, ils ont été matériels, financiers, et ont également consistés en des renforcements des capacités. De l'avis des réfugiés, la satisfaction de leurs besoins reste mitigée, du fait que les financements restent insuffisants avec des investissements limités d'autant plus que la mise en œuvre des AGR nécessite d'importants moyens qui ne sont pas toujours disponibles.

### **II.3.5.2. Problèmes de l'assistance en AGR**

La question d'équité, d'objectivité et de transparence dans le ciblage des bénéficiaires reste le principal problème posée dans l'assistance aux AGR. En effet, beaucoup d'enquêtés se plaignent et crient à l'injustice. D'où la nécessité de prendre des mesures pour non seulement étendre l'assistance en AGR à un plus grand nombre mais aussi garantir la transparence et l'objectivité dans leur attribution.

En effet, de l'avis des réfugiés, la satisfaction de leurs besoins reste mitigée, du fait que les financements restent insuffisants avec des investissements limités d'autant plus que la mise en œuvre des AGR nécessite d'importants moyens qui ne sont pas toujours disponibles.

D'autre part, l'accès au marché pour écouler les produits est également rapporté par les réfugiés, plus précisément ceux des Camps qui dénoncent cette contrainte comme un problème majeur à l'exercice de leur activité.

### II.3.5.3. Perspectives en AGR

Les besoins en matière d'AGR se résument comme suit : l'appui technique (formation/ accompagnement), l'appui financier et matériel consistant pour mener les activités telles que la forge, la culture de contre-saison, l'élevage/embouche, le petit commerce, la vente des condiments, vente des vêtements, l'artisanat, etc. En effet, en questionnant les réfugiés sur les activités qui pourraient être développées afin d'améliorer leur situation, les réponses qui revenaient le plus fréquemment sont l'élevage (50,5%), le commerce (33,7%) et l'artisanat (9,3%).

### II.3.5.3. Opportunités et capacités d'autonomisation

#### 1) Existence des formations professionnelles au niveau local

Dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie et d'autonomisation des réfugiés, L'UNHCR et ses partenaires ont permis aux réfugiés de bénéficier de plusieurs formations dans des domaines différents (savonnerie, la couture, maroquinerie, la teinture, artisanat, mécanique, tôlerie, pâtisserie, le tricotage, formation en soin animal etc...). Au niveau des sites, des grandes villes et des zones considérées comme hors camps, l'information sur l'existence des formations professionnelle au niveau local est mitigée. Certains enquêtés soutiennent totalement l'existence des formations au niveau local : *« Il y a des possibilités par exemple dans le cadre de l'élevage même les maillons producteurs, collecteurs, transformateur et autres que les gens peuvent apprendre ici, nous avons plein de laiterie. Ils peuvent apprendre la transformation de lait avec les mini laiteries qui sont à Dori ici. Même au niveau du temps on peut les apprendre les techniques de collecte, la même chose que les producteurs. Même dans le cadre de l'élevage il y'a des formations pour la santé des bétails. Même les formations techniques, les formations socioprofessionnelles tel que la mécanique, couture, menuiserie, savonnerie »*. **Focus group homme Goudebou.**

Pour d'autres par contre, il n'existe aucune formation au niveau local. Ils affirment que toutes les formations qu'ont pu bénéficier les réfugiés proviennent de l'extérieur, notamment des ONG partenaires à l'UNHCR. *« Il n'y a pas des écoles de formation mais on reçoit souvent des formations en ce qui concerne le pastoral des ONG, mais en ce qui concerne le commerce non »*

**Entretien individuel jeune Dibissi.**

#### 2) Existence des formations en gestion au niveau local

Dans le but de permettre aux réfugiés d'exercer convenablement leurs activités économiques, l'UNHCR et ses partenaires ont accompagné les réfugiés en leur offrant des formations dans des domaines variés. Dans le cadre de la gestion des activités, il ressort que nos enquêtés ont exprimé un besoin important de formation en gestion. Pour la plus part de ceux ayant acquis un minimum de connaissance dans ce domaine, généralement affirment les acquérir dans leur pays d'origine ou ailleurs. L'inexistence de formation en gestion au niveau local est reconnue de manière unanime par l'ensemble des enquêtés. Compte tenu des besoins croissants des réfugiés, la mise en place de ce type de formation nécessite suffisamment de moyen financier à l'UNHCR et ses partenaires. Pour pallier à l'absence d'une telle formation au niveau des différentes sites, les ONG partenaires mettent l'accent sur le suivi –conseils des AGR et petits commerces : *« Je sais qu'en venant ici les*

*gens en ont suffisamment reçu des formations. La plus part des gens qui sont venu ici ont quitté le Gourma, il y avait une ONG là-bas qui a fait tellement de formation en gestion. Il y avait aussi ceux qui ont quitté Tombouctou, c'est la même chose. Je pense que le nerf qui pose problème aujourd'hui c'est les moyens pour se procurer la chose.»* **Focus group homme Mentao ».**

### **3) Existence des potentialités et possibilités d'accès**

Sur les sites comme dans les zones hors camps, l'élevage et le commerce ont été fortement révélés comme des activités potentielles pour les réfugiés. Nos enquêtés affirmant que, ces zones ayant des traits communs à celles de leurs localités de départ, la présence de l'eau ou des points d'eau, la fertilité des sols et des marchés pour l'écoulement des produits finis font de ces sites des pôles d'attraction. Cependant, il ressort que l'éloignement des points d'eau est la contrainte majeure révélé pour les activités liées à l'élevage. *« A ma connaissance c'est l'élevage et le commerce qui avance dans cette zone. Il y a une zone favorable à l'élevage ici mais il y a un problème de manque d'eau au niveau de Forage Christine, c'est l'endroit qui est plus favorable. Il y a aussi des bellis qui sont tout proche d'ici où il Ya de l'eau en quantité suffisante. C'est là-bas que nos animaux sont maintenant. La seul difficulté est que l'endroit est un peu loin d'ici, 35km et il te faut aller chaque semaine pour voir ce qui se passe là-bas ».* **Focus group jeune Dibissi.**

Au niveau de l'artisanat, les femmes occupent une place importante dans ce domaine. Les petits commerces et les AGR sont les activités favorables au niveau des différents sites. *« Bien sûr, on a une population en majorité de femmes artisanes, c'est les femmes qui confectionnent tout ce qui reviennent à l'habitat touareg. C'est la majorité même qui fait le camp. Le commerce aussi est une activité qui attire beaucoup les femmes. Il y a des femmes qui font le commerce de condiment, de pâtisserie, boutique. Les potentialités existe et c'est de même pour les hommes aussi ».* **Entretien individuel femme Goudebou.**

Pour la plus parts des enquêtés, les possibilités d'accès à ces potentialités varient en fonction de l'activité exercée par le réfugié. Par exemple, pour l'agriculture et l'élevage, les réfugiés bénéficient des autochtones des terres cultivables et des zones de pâturage pour ces activités. Au niveau des AGR et des petits commerces, les ONG partenaires viennent en appui aux réfugiés en octroyant des moyens financiers ou en procédant à des dons de bétail. Au niveau des deux grandes villes, il ressort que le commerce reste l'activité à fort revenu pour les réfugiés. *« A bobo, il n'y a pas assez de zone favorable à l'élevage car il est difficile d'avoir accès à l'eau et d'endroit pour le pâturage .C'est pour cette raison que beaucoup de réfugiés pratiquants l'élevage ont préféré aller vers Dori ».* **Entretien individuel homme Bobo**

#### **II.4.1. DÉPENSES MOYENNES DU MÉNAGE**

Des ménages enquêtés, on note qu'en moyenne, un ménage dépense 35 547 F CFA par mois. Près de huit ménages sur dix ont des dépenses comprises entre 10 000 et 60 000 FCFA, avec 11,8% à moins de 10000 FCFA par mois, 30,9% entre 10000 et 30000 F CFA, 47,1% entre 30000 et 60000 FCFA et 10,1% à 60000 FCFA et plus.

Par site, on note que les dépenses moyennes mensuelles sont plus élevées en milieu urbain (42 293 F CFA) et dans les ménages vivant hors des camps (39 994 F CFA) que dans les camps (33 624 F CFA). La proportion des ménages dépensant moins de 30000 FCFA par mois est plus élevée dans les Camps (48,2%) alors que celle dépensant plus de 30 000 FCFA est plus importante au sein des ménages vivant hors des camps (69,6%) et l'espace urbain (77,1%). Cette situation est explicable par la gratuité des services sociaux de base dans les camps à l'opposé des

ménages vivant hors des camps et des citadins qui doivent engager des dépenses sur tous les services, comme cela peut se voir dans l'analyse des postes de dépenses des ménages selon le site.

**Tableau 2.18: Répartition des ménages par site selon le montant des dépenses du ménage**

	0-10000	10000-30000	30000-60000	60000-100000	Dépense moyenne
Camps	13,8	34,4	43,0	8,8	33624
Hors camp	7,0	23,4	57,1	12,5	39994
Urbain	5,3	17,6	60,2	16,9	42293
Total	11,8	30,9	47,1	10,1	35547

## II.4.2. ANALYSE DE LA STRUCTURE DES DÉPENSES DES MÉNAGES

D'une manière générale, les dépenses du ménage sont principalement vouées au remboursement des dettes (13,1%), notamment dans les Camps et en ville où ces dépenses constituent respectivement 13,5% et 13,6% des dépenses du ménage. Ces dépenses constituent 13,7% des dépenses des ménages vivant dans les camps et 13,3% de ceux vivant hors des camps. A la suite des dépenses d'achat d'aliments suivent, celles liées au maintien ou achat des animaux (10,3%) notamment pour ceux des ménages vivant hors des camps (11%) et les Camps (10,6%) ; à l'achat des vêtements (8,6%), la location ou réparation de l'habitat (6,5%) notamment en ville (10%) et dans les camps (6,4%) ; à l'organisation des cérémonies (5%) et à l'achat du thé/tabac (4,3%).

**Tableau 2.19: Répartition des dépenses par site selon la structure des dépenses du ménage**

Type de site/Sexe CM	Camps	Hors Camps	Urbain	Total
Achat d'aliments	13,7	13,3	11,6	12,9
Achat de bois de chauffe/source d'énergie	3,1	2,6	2,4	2,7
Dépenses pour le maintien ou l'achat d'animaux	10,6	11,0	9,1	10,3
Remboursement de dette	13,5	12,3	13,6	13,1
Location/réparation de l'habitat	6,4	3,1	10,0	6,5
Transport	2,8	2,9	5,4	3,7
Païement moulin	1,5	6,6	1,5	3,2
Achat de l'eau pour le bétail	4,1	5,8	1,6	3,8
Autres	12,4	14,9	17,1	14,8
Achat de vêtements	10,3	8,8	6,9	8,6
Communication	4,1	4,3	3,7	4,0
Santé	6,2	5,7	9,3	7,1
Cérémonie	6,3	3,9	4,7	5,0
Thé/tabac	5,0	4,8	3,1	4,3
TOTAL	100	100	100	100

## II.5. BIENS POSSEDES PAR LE MENAGE

### II.5.1. POSSESSION D'ANIMAUX D'ÉLEVAGE

Il a précédemment été établi qu'une part importante des chefs de ménages ont déclaré avoir pour principale source de revenu l'activité d'élevage des animaux. L'étude s'est ainsi intéressée à la possession des animaux par ces derniers. Ainsi, dans l'ensemble, 70,6% des ménages ont déclaré posséder au moins un animal d'élevage. Les ménages vivant hors des camps (91,8%) sont ceux qui ont le plus déclaré avoir des animaux pour élevage, suivi de ceux des camps (69,9%). Les ménages les moins détenteurs sont ceux vivant en milieu urbain avec seulement 10,7% de ménages qui ont déclaré en posséder.



**Tableau 2.20: Répartition des ménages par site selon la possession des animaux d'élevage**

Possession d'animaux d'élevage	Type de site			Total
	Camps	Hors camp	Urbain	
Oui	69,9	91,8	10,7	70,6
Non	30,1	8,2	89,3	29,4
Total	100	100	100	100
Effectif	4 893	1 432	450	6 775

## II.5.2. TYPOLOGIE D'ANIMAUX POSSÉDÉS

Dans l'ensemble, les types d'animaux les plus fréquemment possédés par les chefs de ménage sont, par ordre d'importance décroissante, les caprins, les ovins, les bovins, les asins, les camelins et les asins. De même, quel que soit le site considéré les caprins se démarquent nettement comme type d'animaux le plus fréquemment possédé. En effet, 63,5% des ménages ont dans l'ensemble déclarés avoir des caprins, soient 61,7% dans les camps, 81,8% des ménages vivant hors des camps et 5,3% des ménages urbains. Les ménages vivant hors des camps sont ceux qui possèdent le plus de ruminant quel que soit leur type. En effet, le **Tableau 2.20** indique que dans ces ménages, 87,8% possèdent des caprins, 63,5% des bovins, 76% des ovins, 10,1% des camelins, 41,8% et des Asins. En outre, on observe que les ménages vivant dans l'espace urbain sont ceux qui sont davantage dépourvus de bétails.

**Tableau 2.21 : répartition des ménages par site selon le type et le nombre de bétail possédé**

	Site			
	Camps	Hors camps	Urbain	Total
		Bovins		
Aucun	83.4	34.5	98.4	74.1
1-2	4,1	14,6	0,2	6,1
3-5	6,6	23,9	0,9	9,1
6 et plus	5,9	27,0	0,3	10,7
		Ovins		
Aucun	61.4	24.0	94.4	55.7
1-2	9.6	8.1	2.4	8.8
3-5	14.7	28.6	1.1	16.8
6 et plus	14.4	39.2	2.0	18.7
		Caprins		
Aucun	38.3	12.2	94.7	36.5
1-2	13.4	4.5	1.1	10.7
3-5	25.7	26.7	2.9	24.4
6 et plus	22.5	56.5	1.3	28.3
		Camelins		
Aucun	96.2	89.9	99.3	95.1
1-2	2.3	6.0	0.0	2.9
3-5	0.9	2.6	0.4	1.2
6 et plus	0.6	1.5	0.2	0.8
		Equins		
Aucun	99.2	98.9	100	99.2
1-2	0.6	1.0	0.0	0.7
3-5	0.1	0.0	0.0	0.0
6 et plus	0.1	0.0	0.0	0.1
		Asins		
Aucun	92.4	58.2	99.8	85.6
1-2	5.8	32.0	0.2	11.0
3-5	1.4	8.4	0.0	2.8
6 et plus	0.4	1.3	0.0	0.6

## CHAPITRE III: DEFINITION DES GROUPES VULNERABLES

La vulnérabilité est perçue comme la capacité limitée ou l'incapacité d'un ménage à pouvoir gérer ses besoins d'existence de base. Cette définition révèle ainsi une double dimension dans la perception de la vulnérabilité à savoir, le niveau de bien être socioéconomique et la capacité d'autonomisation. La capacité d'autonomisation est un indicateur de la mesure des possibilités des ménages à pouvoir se prendre en charge. Celui-ci traduit le potentiel socioculturel et socioéconomique d'un ménage. La détermination d'un indice de vulnérabilité nécessite dès lors la prise en compte de cette ambivalence dans la définition des groupes vulnérables.

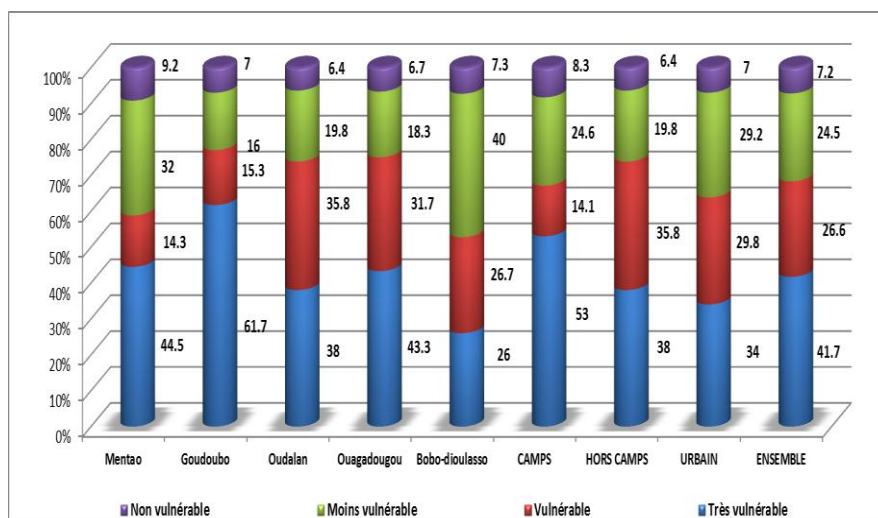
Dans le cadre de cette étude, deux approches ont été adoptées afin de parvenir à cette catégorisation de la vulnérabilité. La première participative, consistait à laisser la parole aux réfugiés dans le cadre des FGD et entretiens individuels afin que ces derniers définissent leur entendement, leur perception, leurs critères et leur catégorisation de la vulnérabilité. La seconde approche consistait à l'opérationnalisation des critères de vulnérabilités définis dans l'approche participative, dans une vision multidimensionnelle de la vulnérabilité.

### III.1. APPROCHE PARTICIPATIVE DE LA VULNERABILITE

#### III.1.1. CRITÈRES DE DÉFINITION DE LA VULNÉRABILITÉ

Des FGD et entretiens individuels menés avec les réfugiés et leurs leaders il ressort que, la taille du ménage, le handicap, la possession d'une source de revenu, le niveau de consommation alimentaire, la possession de bétail et le niveau d'instruction des membres du ménages sont les critères qui sous-tendent la catégorisation des ménages selon leur niveau de vulnérabilité. Ainsi, la catégorie sociale apparaît comme un facteur important de différenciation des niveaux de vulnérabilité. Il ressort ainsi pour les réfugiés que 92,8% des ménages réfugiés maliens au Burkina Faso sont vulnérables, soient 41,7% très vulnérables, 26,6% vulnérables, 24,5% moins vulnérables ; seuls 7,2%% de ménages sont considérés par ces derniers comme étant non vulnérables. Cette situation s'est révélée plus accrue au sein les ménages vivant hors des camps (93,6%) que parmi ceux vivant dans les camps (91,7%) ou en milieu urbain (93%).

**Graphique 3.1: Répartition des niveaux de richesses selon la catégorie sociale**





### **III.1.2. CARACTÉRISATION DES GROUPES VULNÉRABLES**

La catégorisation des niveaux de vulnérabilité (très vulnérable, vulnérable, moins vulnérable et non vulnérable) est un exercice auquel les différents interlocuteurs présents lors des discussions de groupe ont pris part pour une compréhension de la représentation qu'ils ont et qui tient compte des valeurs sociales véhiculées au sein de la communauté d'appartenance au regard des fondements culturels. Les échanges et discussions par groupe ont abouti à une caractérisation par niveau associée aux critères d'identification en lien avec les valeurs communautaires et culturelles propres aux différents groupes de discussion des réfugiés.

#### **III.1.2.1. La situation d'extrême vulnérabilité**

L'extrême vulnérabilité est selon les réfugiés la situation liée à l'état physique et mental, au niveau d'instruction, à la possession de biens et services, à la vulnérabilité économique et à l'occupation.

##### **1) L'état physique et mental**

Il rend compte de la capacité d'adaptation, d'entreprise et d'intégration à la vie communautaire et à la participation à l'animation de la vie sociale. D'où la considération au regard du statut occupé. Il s'en suit que la défaillance physique ou mentale, qu'elle soit innée ou intervenue au cours de la vie, est à l'origine d'une dépendance totale ou partielle et d'un positionnement spécifique dans la hiérarchie sociale. A ce niveau, la situation d'extrême vulnérabilité relève plus d'un dysfonctionnement et d'une incapacité réelle d'affirmation de sa personnalité et de satisfaction de ses besoins, fortement liée à l'état dans lequel l'individu se trouve.

##### **2) L'absence d'instruction et d'emploi**

Le niveau d'instruction est lié à la possibilité dont dispose un individu pour une intégration dans une composante donnée de la société et une contribution à son évolution. Dans cette perspective, il apparaît de la part des réfugiés que le fait de manquer du minimum requis limite la possibilité d'ascension sociale et réduit son pouvoir d'agir par le maintien dans une extrême pauvreté intellectuelle et par ricochet dans celle économique. L'extrême vulnérabilité vue sous cet angle traduit l'importance accordée à l'instruction dans le devenir des individus. Elle est la caractéristique principale des jeunes au regard de la situation actuelle et les difficultés rencontrées dans la recherche d'activité d'affirmation de soi et de participation active à la vie sociale.

##### **3) L'absence ou l'inexistence de biens et la vulnérabilité économique**

La possession de bien est un élément déterminant dans la catégorisation des individus au sein d'une communauté donnée. Les biens, qu'ils soient en nature ou en espèce rendent compte de l'assise sociale. L'inexistence ou l'absence de biens est source de pauvreté extrême et de vulnérabilité économique. De l'avis des réfugiés, l'individu se trouve à cet effet dans une situation de dénuement total et ne peut subvenir à ses besoins primaires sans assistance. Il est contraint à une dépendance vis-à-vis des autres.

#### **III.1.2.2. La situation de vulnérable**

Des échanges avec les réfugiés, il apparaît une conception de la vulnérabilité par la précarité des revenus, la survie au quotidien et la difficulté d'avoir un travail.

##### **1) La précarité des revenus**

Cette situation est à l'origine de la recherche constante de moyens de subsistance qui sont par nature insuffisants amenant la personne qui se trouve dans cet état à une perpétuelle quête pour

garantir la pitance quotidienne. Le vulnérable fournit d'énormes efforts pour obtenir des ressources qui demeurent insuffisantes pour assurer convenablement ses besoins. Ces personnes sont vues selon les réfugiés comme étant dans une situation de vulnérabilité face à toute sorte de difficultés pouvant se présenter à elles. En effet, elles ne disposent pas de soutien et travaillent juste pour subvenir à leurs besoins quotidiens. De l'avis des réfugiés, la situation de pauvreté renvoie à une lutte quotidienne pour la satisfaction des besoins.

## **2) La difficulté d'avoir un travail**

La situation de pauvreté se caractérise par l'incapacité de disposer de moyen (revenu insuffisant et faible) pour assurer le minimum vital (trouver de quoi manger, se loger, se soigner, vit au jour le jour) à la famille qui de fois est de grande taille. Il éprouve des difficultés pour se prendre en charge ainsi que sa famille car il est toujours dans le besoin. Le pauvre dispose d'une force de travail qu'il met à la disposition d'un employeur pour satisfaire ses besoins mais manque de savoir-faire. Il peut soit posséder quelques animaux ou non. Il s'endette pour résoudre ses problèmes car sujette à la précarité de l'emploi et demande souvent de l'aide.

### **III.1.2.3. La situation de moins vulnérable**

Des focus groups réalisés avec les différents groupes de réfugiés ont permis de dresser le profil du ménage réfugié moins vulnérable au terme des échanges initiés à cet effet. Les éléments caractéristiques de la situation de moins vulnérable font référence à la capacité à prendre à charge les besoins alimentaires sans solliciter un appui quelconque. La prise en charge des besoins élémentaires (manger, se soigner, se loger, se déplacer etc.) est effective. La satisfaction des besoins est de mise d'autant plus que la personne dispose de bétail et d'une source de revenu (emploi). Il a une entière responsabilité sur tout ce qu'il entreprend car développe des initiatives pour satisfaire à ses besoins sans toutefois recourir vers les autres. Toutefois, cette situation reste soutenue par la gratuité des services sociaux de base et de l'assistance alimentaire et en cas de difficulté, le ménage peut ne pas être à même de répondre à tous ses besoins.

### **III.1.2.4. La situation de non vulnérable**

La situation de non vulnérable renvoie à la notion d'aisance ou de nantis de l'avis des réfugiés. Elle fait référence à la possession de biens (en nature ou en espèce) ainsi que la capacité de rendre service et d'offrir des services. Elle fait allusion à la possibilité d'offrir le minimum vital à sa famille, à venir en appui aux personnes qui sont dans le besoin, d'avoir en sa possession une habitation, un moyen de déplacement, du bétail, de pouvoir se soigner lorsqu'une maladie survient, d'arriver à se déplacer et voyager en cas de besoin. Il dispose d'une autonomie dans la gestion de sa famille et subvient convenablement aux besoins de sa famille. Il a une activité qu'il mène et qui lui procure des revenus. Sur le plan économique, il dispose de moyens financiers qui lui permettent de faire face aux dépenses familiales. Le fait de disposer de moyens conséquent favorise l'entreprenariat en offrant des services, des crédits à ceux qui en ont besoin. Il assiste les personnes démunies en leur offrant son appui. Son pouvoir d'agir lui permet de fructifier ses activités et de diversifier ses sources de revenus dans le but de renforcer son pouvoir économique et la création de richesse pour disposer d'assez de revenus.

## **III.2. APPROCHE MULTIDIMENSIONNELLE DE LA VULNERABILITE**

Un indice de mesure de la vulnérabilité doit ainsi être défini en prenant en compte les indicateurs de mesure de bien être et ceux de mesure du niveau d'autonomisation dans une approche multidimensionnelle. En effet, l'enquête a collecté des données sur les revenus et la

consommation des ménages, des informations détaillées sur l'accès des ménages à une variété de biens de consommation et services qui sont utilisés comme une mesure de la situation économique. Outre ces informations les données de l'étude permettent également d'obtenir des informations relatives au nombre de personnes à charge dans le ménage (rapport de dépendance), au nombre de tête d'animaux d'élevage par membre du ménage, le type d'animal d'élevage possédé, l'indice du niveau d'instruction du ménage, à la possession de biens productifs, au nombre de tête de bétail par individu dans le ménage, à l'indice d'instruction du ménage (proportion de personne instruite dans le ménage), au nombre de personnes participant au revenu du ménage, à la possession d'épargne, au mode d'acquisition des aliments consommés etc.

Grâce à une analyse en composantes principales, l'indice de vulnérabilité est construit en deux étapes :

- ✚ Dans la première étape, un sous-ensemble de biens ou de caractéristiques est utilisé pour créer des partitions de richesse pour les ménages. Toute modalité d'une variable qualitative de ce sous-ensemble est transformée en variable dichotomique (0 ou 1). Une analyse en composante principale est réalisée avec l'ensemble des variables (dichotomiques ou non) du sous-ensemble pour générer un poids (score ou coefficient) commun pour chaque ménage.
- ✚ La deuxième étape combine les scores afin de produire un indice de bien-être en utilisant une régression sur les scores factoriels. Les scores qui en résultent sont standardisés selon une distribution normale standard de moyenne 0 et d'écart type 1 (Gwatkin et al. 2000). On attribue à chaque ménage un score pour chaque bien et on fait la somme de tous les scores par ménage. Les ménages sont alors classés par ordre croissant de score total et divisés en 4 catégories d'effectifs égaux appelés quartiles. On établit ainsi une échelle allant de 1 (quintile le plus pauvre) à 4 (quintile le plus riche).

Cet indice de vulnérabilité est ainsi obtenu en soumettant ces données à une analyse en composantes principales permettant alors de classer par ordre croissant les ménages en catégories appelés quintiles. Ainsi, on établit une échelle allant de 1 (quintile très vulnérable) puis 2 (quintile vulnérable), 3 (quintile moins vulnérable) et le 4 (quintile non vulnérable).

### **III.2.1. DEFINITION DES CRITERES DE VULNERABILITE**

Au regard des résultats de l'étude sus-présentés, nous avons abordé la vulnérabilité sous différents angles : consommation alimentaire, source de revenu, la possession de bétail etc. Tous ces éléments combinent les éléments de niveau de bien-être socioéconomique et la capacité d'autonomisation de chaque ménage.

#### **III.2.1.1. Consommation alimentaire**

Les ménages à consommation faible ou limitée sont vulnérables dans la mesure où leur régime alimentaire intègre très faiblement les oléagineux, les fruits, le lait et les produits laitiers. 23,2% des ménages intègrent cette catégorie. Les ménages hors des camps (25,0%) y sont ici plus représentés.

#### **III.2.1.2. Source des aliments consommés**

Les ménages dont la source principale des aliments consommés est l'assistance alimentaire ou liée à l'assistance alimentaire sont vulnérables dans la mesure où leur régime alimentaire est dépendant de l'aide alimentaire. Cette situation concerne plus de 3 ménages sur 5 quel que soit le site.

### III.2.1.3. Disponibilité d'une source de revenu dans le ménage

Les ménages n'ayant aucune source de revenu sont vulnérables puisqu'ils dépendent entièrement de l'assistance humanitaire qui leur est apportée. Ce cas de figure se présente pour 13,6% des ménages notamment ceux vivant dans les camps (14,4%).

### III.2.1.4. Type de source de revenu du ménage

Les personnes sans revenu où dont les revenus dépendent majoritairement de la vente de main-d'œuvre ou de la vente de l'aide alimentaire sont les plus vulnérables puisque qu'elles cherchent du travail au quotidien et ne sont pas sûres d'avoir des revenus réguliers. Ce cas de figure représente respectivement 13,6% et 3,6% de ménages qui se présentent davantage dans les camps et en milieu urbain.

### III.2.1.5. Possession de bétails

Compte tenu de l'importance du bétail pour ces populations fortement pastorale, la non possession d'animaux peut être perçue comme une vulnérabilité certaine. Dès lors, on peut dire que, 29,1% des ménages enquêtés se trouvent être vulnérables car ne possédant pas l'élément essentiel à leur autonomisation à savoir le bétail. 83,3% des ménages des villes peuvent ainsi être considérés comme vulnérables.

### III.2.1.6. Autres critères

Type de bétail possédé, nombre de têtes de bétail par individu dans le ménage, niveau instruction/formation des membres du ménages, nombre de personnes participant au revenu du ménage, Possession d'épargne et réception des transferts

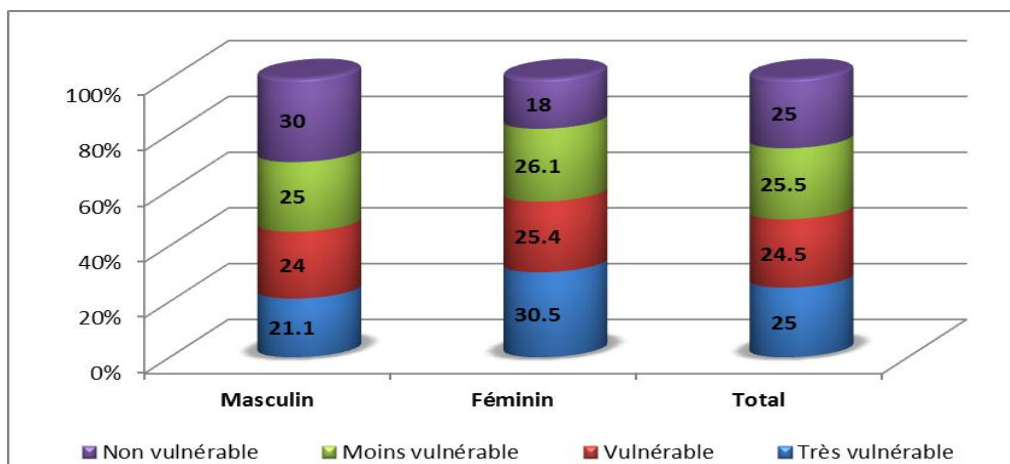
## III.2.2. DEFINITION DES GROUPES VULNÉRABLES

### III.2.2.1. Classification des groupes vulnérables

#### 1) Selon le sexe du chef de ménage

Le **Graphique 3.2** présente la répartition des ménages réfugiés par sexe selon le niveau de vulnérabilité. On note que, 75% des ménages réfugiés maliens au Burkina Faso sont vulnérables et 25% non vulnérables. On observe ainsi qu'on a trois fois plus de vulnérables que de non vulnérables. De manière spécifique, les ménages dirigés par des femmes sont les plus vulnérables ; en effet 82% de ceux-ci sont vulnérables avec 30% qui sont définis très vulnérables. A l'opposé 30% des ménages dirigés par des hommes sont non vulnérables et 21,1% très vulnérables. Ainsi, les ménages dirigés par des femmes sont les plus représentés dans les couches vulnérables à l'opposé de ceux de leurs homologues hommes.

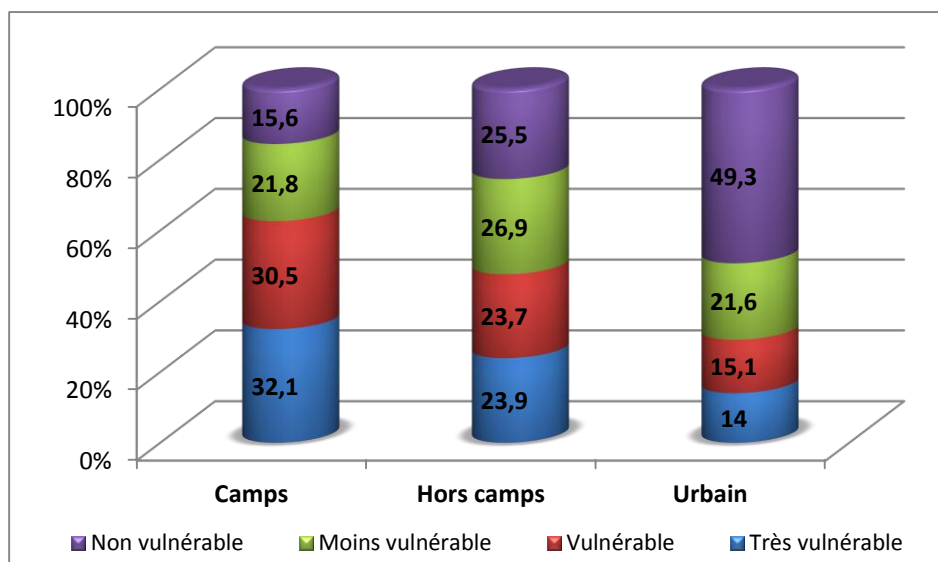
**Graphique 3.2 : Répartition des ménages réfugiés maliens selon le statut de vulnérabilité**



## 2) Selon le site

Le **Graphique 3.3** présente la répartition des ménages réfugiés par site selon le niveau de vulnérabilité. On note que, les ménages réfugiés maliens vivant dans les camps sont les plus vulnérables. En effet, seuls 15,6% sont définis comme non vulnérables, à l'opposé des ménages vivant hors des camps (25,5%) et ceux des villes (50,7%). Les ménages urbains sont ainsi les moins vulnérables avec moins d'un ménage sur deux répertorié dans ces conditions.

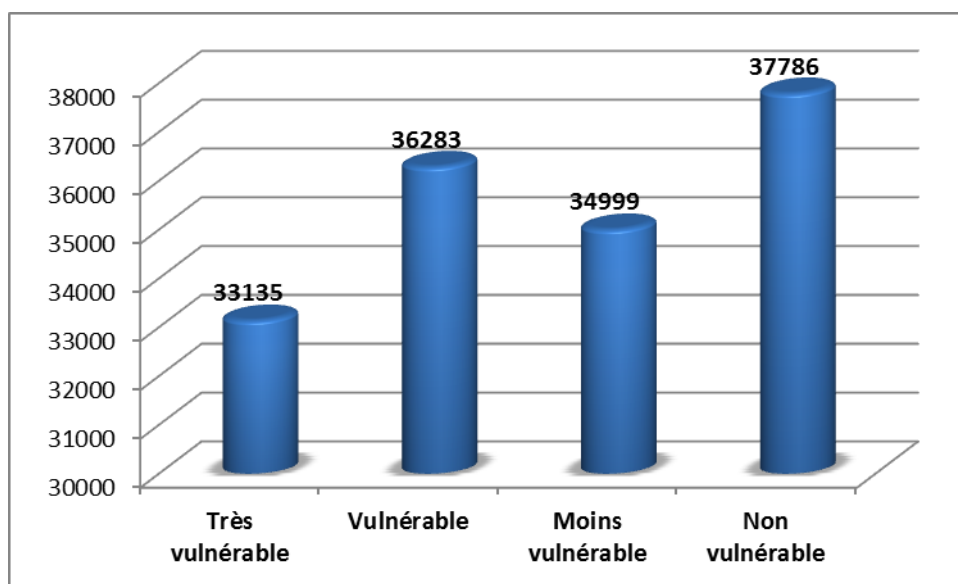
**Graphique 3.3 : Répartition des ménages par site selon le statut de vulnérabilité**



## 3) Selon les dépenses moyennes du ménage

On peut observer à la lecture du Graphique 3.4 que plus les ménages sont vulnérables moins leurs dépenses sont importantes. En effet, les ménages les plus vulnérables ont les dépenses les moins importants avec 33135 FCFA contre 37786 FCFA pour les ménages non vulnérables. En outre, les ménages vulnérables dépensent en moyenne 36283 FCFA par mois et les ménages les moins vulnérables 34999 FCFA.

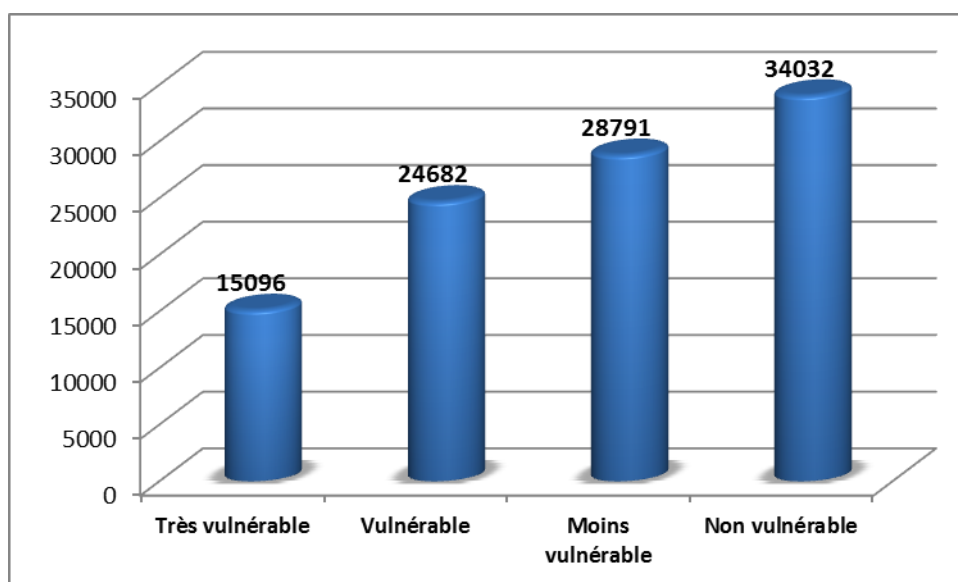
**Graphique 3.4 : Répartition des ménages par statut de vulnérabilité et dépenses moyennes du ménageS**



#### 4) Selon les revenus moyens du ménage

Tout comme les dépenses des ménages, on peut noter qu'il y a une association positive entre les revenus moyens du ménage et le statut de vulnérabilité. En effet, plus le ménage est vulnérable, moins celui-ci a des revenus conséquents. Ainsi, les revenus moyens mensuels des ménages très vulnérables sont de 15096 FCFA, ceux des ménages vulnérables (24682 FCFA), les ménages les moins vulnérables (28791 FCFA) et non vulnérables (34 032 FCFA).

**Graphique 3.5 : Répartition des ménages par revenu moyen mensuel selon le statut de vulnérabilité**



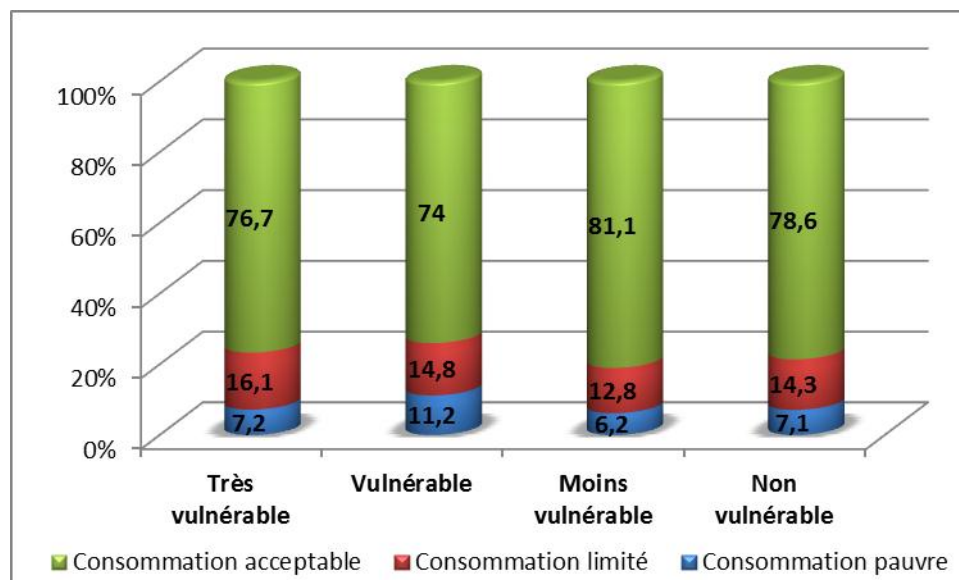
#### 5) Selon le niveau de consommation alimentaire

Quel que soit le degré de vulnérabilité, on note un niveau de consommation acceptable pour plus près de 4 ménages sur 5 (78,6%) avec 76,7% des ménages dans les camps, 74% au sein des ménages vivant hors des camp et 81,1% des ménages dans les villes de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso. Toutefois, on peut observer que 11,2% des ménages vivant hors des camps et 7,2% des ménages dans les camps ont une consommation alimentaire pauvre, quand 16,1% des ménages vivant dans les camps et 14,8% des ménages hors des camps ont une consommation alimentaire



limitée. Les ménages vivant en milieu urbain apparaissent ainsi comme les mieux lotis en ce qui concerne la consommation alimentaire avec moins de 2 ménages sur 10 n'ayant pas une consommation alimentaire acceptable.

**Graphique 3.6: Répartition des ménages par revenu moyen mensuel selon le statut de vulnérabilité**



### III.2.2.2. Caractérisation des groupes vulnérables

#### 1) Les très vulnérables

Les ménages ayant le profil très vulnérable sont davantage répertoriés dans les camps (84,4%), ont des dépenses mensuelles inférieures à 35000 F CFA, avec un revenu moyen mensuel inférieur de 15000 FCFA, une consommation alimentaire acceptable pour 76,7% et principalement soutenue par l'assistance alimentaire (59,1%) et l'achat (25,7%). Ces ménages ont une taille moyenne de 3,9 personnes, aucun gros ruminant, 1 à 5 petits ruminants et constituent 25% des ménages réfugiés maliens au Burkina Faso.

#### 2) Les vulnérables

Les ménages ayant le profil vulnérable sont davantage répertoriés dans les camps (30,5%), ont des dépenses moyennes mensuelles inférieures à 37000 francs CFA, avec un revenu moyen mensuel de 24632 FCFA, une consommation alimentaire acceptable pour 76,7% et principalement soutenue par l'assistance alimentaire (59,1%) et l'achat (25,7%). Ces ménages ont une taille moyenne de 3,7 personnes, en moyenne 1 bovin, 2,2 ovins, 5,6 caprins et représentent 24,5% des ménages réfugiés maliens.

#### 3) Les moins vulnérables

Les dépenses moyennes mensuelles sont de 35 000 F CFA, avec des revenus moyens mensuels dont le montant (28791 FCFA) reste inférieur au SMIG Burkinabè, avec une consommation alimentaire acceptable, soutenue par l'assistance alimentaire pour 55,8% des ménages de cette catégorie et l'achat d'aliment (pour 28,5%). Les ménages les moins vulnérables sont composés de 4 personnes, possèdent au moins 2 bovins, 4 ovins et 8 caprins et sont plus enregistrés hors des camps.

#### 4) Les non vulnérables

Les ménages non vulnérables ont une taille moyenne de 4,4 personnes, un minimum de 5 bovins, de 7 ovins ou de 10 caprins. Ceux-ci représentent 25% des ménages réfugiés maliens. Ils ont des dépenses moyennes de 37786 FCFA et des revenus moyens de 34032 FCFA par mois.

**Tableau 3.1 : Répartition des ménages selon le niveau de vulnérabilité du ménage**

Niveau de vulnérabilité	Très vulnérable	Vulnérable	Moins vulnérable	Non vulnérable	Total
Type de site					
Camps	32,1	30,5	21,8	15,6	100
Hors camps	23,9	23,7	26,9	25,5	100
Urbain	14,0	15,1	21,6	49,3	100
Dépense					
0-10000	35,2	21,6	24,3	18,9	100
10000-30000	25,9	23,8	27,4	22,9	100
30000-60000	22,6	25,6	25,0	26,9	100
60000 et plus	20,9	25,0	23,8	30,4	100
Dépense moyenne	33135	36283	34999	37786	35547
Revenu					
0-10000	44,5	23,2	18,6	13,8	100
10000-30000	22,0	27,4	27,3	23,3	100
30000-60000	12,3	23,8	29,2	34,8	100
60000-et plus	3,5	13,3	30,9	52,3	100
Revenu moyen	15096	24682	28791	34032	25671
Consommation alimentaire					
Consommation pauvre	33,6	24,2	22,0	20,2	100
Consommation limité	27,0	26,7	25,0	21,3	100
Consommation acceptable	23,7	24,2	25,9	26,2	100
Source des aliments					
Production propre	19,6	25,6	27,6	27,1	100
Pêche/chasse/collecte	30,8	15,4	23,1	30,8	100
Nourriture/Travail	20,0	20,0	20,0	40,0	100
Emprunt	31,2	22,7	26,0	20,2	100
Assistance alimentaire	24,3	25,7	26,7	23,3	100
Autre	37,1	25,4	17,1	20,4	100
Achat	23,4	22,7	24,2	29,7	100
Total	25,0	24,5	25,5	25,0	100



# CONCLUSION GENERALE

Cette étude avait pour objectifs spécifiques de :

- approfondir le profilage des réfugiés maliens vivant au Burkina Faso effectué par les partenaires de l'UNHCR ;
- identifier et inventorier
  - ✚ la nature et la capacité existante de formation professionnelle et de formation en gestion ;
  - ✚ les potentialités dans les domaines agricole, de l'élevage, petit commerce, artisanat, disponibilité des facteurs de production et possibilité d'accès pour les réfugiés (terres cultivables, marché...) ;
  - ✚ les sites de résidence et villages auxquels souhaitent se rattacher les réfugiés et les capacités productives et professionnelles de ceux qui auront choisi de s'intégrer localement.

L'analyse des données de l'enquête révèle que plus de 8 ménages sur 10 (76,7%) ont une consommation acceptable, 13,8% ont une consommation limite et 9,4% une consommation, pauvre. Les ménages à consommation alimentaire pauvre ont une alimentation basée essentiellement sur les céréales consommées tous les jours accompagnées de légumes à travers la sauce. 5,2% des ménages vivant en milieu urbain et 8,2% dans les camps et ménages vivant hors des camps sont concernés par cette classe. Les ménages à consommation alimentaire limite ont une alimentation basée essentiellement sur la consommation des céréales accompagnées de légumes, de légumineuses et parfois de protéines animales consommées tous les jours. Cette catégorie de ménages est plus présente dans les camps et hors des camps où elle concerne respectivement 14,0% et 16,8% des ménages.

L'analyse du nombre de sources de revenu par ménage révèle que, seul 13,6% des ménages interrogés n'ont aucune source de revenu monétaire. Plus de 8 ménages sur 10 ont au moins une source de revenus monétaires. L'analyse du revenu moyen des ménages révèle d'une manière générale que, les ménages à faible revenu (très faible et faible) sont davantage enregistrés dans les camps (71,4%) et en milieu Urbain (72,1%), alors que les ménages à revenus acceptables (Moyen et Elevé) sont plus enregistrés parmi ceux vivant hors des camps (35,6%). De manière spécifique, les ménages à très faible revenu ont un revenu déclaré inférieur à 10.000 F CFA par mois. 28,4% et sont davantage enregistrés dans les camps (31,3%) et en milieu urbain (24,9%) ; les ménages à faibles revenus ont déclaré avoir un revenu situé entre 10.000 F CFA et 30.000 F CFA par mois. 41,6% des ménages sont concernés par cette catégorie, et les ménages résidant hors des camps (45,0%) et en milieu urbain (47,3%) sont ici plus représentés ; les ménages à revenu moyen qui ont un revenu cumulé de leurs activités situé entre 30 000 et 60 000 FCFA. Cette catégorie concerne 24,6% des ménages, dont 28,9% vivant hors des camps, 23,6% vivant en milieu urbain et 23,4% vivant dans les camps ; les ménages à revenu élevé qui ont un revenu de 60.000 à 120 000 F CFA par mois et représentent 5,5% des ménages. Les proportions de ménages les plus élevées dans cette tranche de revenu se retrouvent dans les ménages vivant hors des camps (6,7%).

Des ménages enquêtés, on note qu'en moyenne, un ménage dépense 35 547 F CFA par mois. Près de huit ménages sur dix ont des dépenses comprises entre 10 000 et 60 000 FCFA, avec 11,8% à moins de 10000 FCFA par mois, 30,9% entre 10000 et 30000 F CFA, 47,1% entre 30000 et 60000 FCFA et 10,1% à 60000 FCFA et plus. Par site, on note que les dépenses moyennes mensuelles sont plus élevées en milieu urbain (42 293 F CFA) et dans les ménages vivant hors des camps (39 994 F CFA) que dans les camps (33 624 F CFA). La proportion des ménages dépensant moins de 30000 FCFA par mois est plus élevée dans les camps (48,2%) alors que celle dépensant plus de 30 000 FCFA est plus importante dans les ménages vivant hors des camps (69,6%) et l'espace urbain (77,1%). Ces dépenses des ménages sont principalement vouées au remboursement des dettes (13,1%), notamment pour les ménages vivant dans les camps et en ville où ces dépenses constituent respectivement 13,5% et 13,6% des dépenses du ménage.

Dans l'ensemble, 70,6% des ménages ont déclaré posséder au moins un animal d'élevage. Les ménages vivant hors des camps (91,8%) sont ceux qui ont le plus déclaré avoir des animaux pour élevage, suivi de ceux vivant dans les camps (69,9%). Les ménages les moins détenteurs sont ceux vivant en milieu urbain avec seulement 10,7% de ménages qui ont déclaré en posséder. Les types d'animaux les plus fréquemment possédés par les chefs de ménage sont, par ordre d'importance décroissante, les caprins, les ovins, les bovins, les asins et les camelins. En effet, 63,5% des ménages ont dans l'ensemble déclarés avoir des caprins, soient 61,7% des ménages vivant dans les camps, 81,8% des ménages vivant hors des camps et 5,3% des ménages vivant en milieu urbain. Quel que soit le site considéré les caprins se démarquent nettement comme type d'animaux le plus fréquemment possédé.

Dans le cadre de cette étude, deux approches ont été adoptées afin de parvenir à cette catégorisation de la vulnérabilité. La première participative, consistait à laisser la parole aux réfugiés dans le cadre des FGD et entretiens individuels afin que ces derniers définissent leur entendement, leur perception, leurs critères et leur catégorisation de la vulnérabilité. La seconde approche consistait à l'opérationnalisation des critères de vulnérabilités définis dans l'approche participative, dans une vision multidimensionnelle de la vulnérabilité.

Les FGD et entretiens individuels menés avec les réfugiés et leurs leaders qui ont permis de faire une analyse participative de la vulnérabilité des ménages réfugiés ont révélé que, pour les réfugiés maliens vivant au Burkina Faso, 92,8% d'entre eux sont vulnérables, soient 41,7% très vulnérables, 26,6% vulnérables, 24,5% moins vulnérables, et 7,2% non vulnérables. Cette situation est révélée plus accrue dans les ménages vivant hors des camps (93,6%) que dans les ménages vivant dans les camps (91,7%) ou en milieu Urbain (93%). L'analyse dans une approche multidimensionnelle de la vulnérabilité révèle que, 75 pour cent des ménages réfugiés maliens vivant au Burkina Faso sont vulnérables et seul un quart des ménages réfugiés maliens sont non vulnérables. 25,5 pour cent sont en situation de moyenne vulnérabilité, 24,5 pour cent en situation de vulnérabilité, et 25 pour cent en situation d'extrême vulnérabilité.

Les **ménages très vulnérables** sont davantage répertoriés dans les camps (84,4%), ont des dépenses mensuelles inférieures à 35000 F CFA, avec un revenu moyen mensuel inférieur de 15000 FCFA, une consommation alimentaire acceptable pour 76,7% et principalement soutenue par l'assistance alimentaire (59,1%) et l'achat (25,7%), avec une taille moyenne de 3,9 personnes ; ne possède aucun gros ruminant, avec 1 à 5 petits ruminants et constituent 25% des ménages réfugiés maliens au Burkina Faso. Les **ménages vulnérables** sont davantage répertoriés dans les camps (30,5%), ont des dépenses moyennes mensuelles inférieures à 37000 francs CFA, avec un revenu moyen mensuel de 24632 FCFA, une consommation alimentaire acceptable pour 76,7% et principalement soutenue par l'assistance alimentaire (59,1%) et l'achat (25,7%) ; ont une

taille moyenne de 3,7 personnes, en moyenne 1 bovin, 2,2 ovins, 5,6 caprins et représentent 24,5% des ménages réfugiés maliens. **Les moins vulnérables** ont des dépenses moyennes mensuelles de 35 000 F CFA, avec des revenus moyens mensuels dont le montant est inférieur au SMIG Burkinabè, avec une consommation alimentaire acceptable, soutenue par l'assistance alimentaire pour 55,8% des ménages de cette catégorie et l'achat d'aliment (pour 28,5%) ; ces ménages sont composés de 4 personnes, possèdent au moins 2 bovins, 4 ovins et 8 caprins et sont plus enregistrés hors des camps. Les **ménages non vulnérables** ont une taille moyenne de 4,4 personnes, un minimum de 5 bovins, de 7 ovins ou de 10 caprins. Ceux-ci représentent 25% des ménages réfugiés maliens ; ils ont des dépenses moyennes de 37786 FCFA et des revenus moyens de 34032 FCFA par mois.

Somme toute les données collectées ont permis d'apprécier la situation socioéconomique et le niveau d'autonomisation de ces derniers. Bien que cette enquête ait eu des limites, notamment en ce qui concerne la non couverture par l'enquête de tous les ménages, les informations recueillies donnent des renseignements précis sur la situation socioéconomique des populations réfugiées maliennes au Burkina Faso. Les points essentiels ont été relevés et doivent servir de base d'orientation pour les actions à mener dans le cadre de l'assistance à l'autonomisation des réfugiés maliens vivant dans les camps, hors des camps et en milieu urbain. Ainsi, au regard du contexte socioéconomique dans lequel vivent les réfugiés maliens et de l'objectif d'identifier les domaines prioritaires pour une meilleure orientation des actions d'assistance de l'UNHCR et ses partenaires à l'autonomisation de ces Réfugiés au Burkina Faso, il est recommandé d'étudier et d'exécuter les actions suivantes :

- ✓ Mener une campagne de sensibilisation sur la nécessité et les avantages de l'état civil et organiser des audiences des rétrocessions ;
- ✓ Renforcer l'accompagnement et la prise en charge des personnes à besoins spécifiques tels que les handicapés, les personnes âgées, les femmes non mariées vulnérables, les femmes déclassées, les filles mères en mettant en place une caisse de solidarité ;
- ✓ Renforcer la création des activités rémunératrice ;
- ✓ Mettre l'accent sur la formation professionnelles des jeunes par exemple la soudure, la mécanique, l'électricité, l'entrepreneuriat. Ces formations demandées par les jeunes sont considérés par eux comme des activités qui participent à l'autonomisation du réfugié ;
- ✓ Appuyer, accompagner et suivre les activités sur l'ensemble des sites (AGR+ formation +suivi) ;
- ✓ Créer un cadre de concertation entre les autorités, les partenaires et les organisations de réfugiés afin de discuter autour de l'accès aux marchés ;
- ✓ Renforcer les mécanismes/mode de ciblage des bénéficiaires des AGR afin de minimiser le sentiment de favoritisme, d'exclusion et d'injustice qui prévaut chez les réfugiés non bénéficiaires ;
- ✓ Accroître et élargir l'assistance en AGR au plus grande nombre des réfugiés ;
- ✓ L'UNHCR et ses partenaires doivent travailler ensemble sur toute la chaîne pour une autonomisation définitive en trouvant des marchés aux différentes activités que mènent les réfugiés sur le camp. Une fois les marchés potentiels sont acquis, penser à

injecter des ressources dans ces activités, les développer et permettre aux réfugiés d'offrir des produits de qualité sur les marchés qu'ils auront tous à l'avance identifiés ;

- ✓ Mettre l'accent sur le montant alloué pour la formation et le suivi. De même que sur le cadrage des activités, la participation des bénéficiaires, leur implication et leur choix ;
- ✓ Travailler en commun sur la mise en réseau, la recherche des marchés, le partage des informations sur les opportunités d'offre de marché au niveau du SIAO et du FESPACO par exemple pour les réfugiés ;
- ✓ Renforcer la sécurité au niveau des zones de pâturage pour réduire le vol des bétails et les rations alimentaires ;
- ✓ Accroître la prise en charge sanitaire, alimentaire et scolaire ;
- ✓ Initier et organiser le système de crédits aux réfugiés pour leur permettre de renforcer la restauration de leur capital productif. Ce projet devrait s'appuyer sur des structures mises en place dans les villages d'accueil pour permettre à ces derniers d'en bénéficier.